

Lutte contre le blanchiment d'argent

L'Algérie muscle son arsenal juridique P2



L'ANP enchaîne les coups de filet contre les réseaux criminels P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 23 avril 2026 / N° 1327 / PRIX 20 DA

En visite à Alger, le président tchadien veut renforcer les liens économiques avec l'Algérie

ALGER ET N'DJAMENA VOIENT LOIN

Reçu avec les honneurs par le président Abdelmadjid Tebboune, le chef de l'État tchadien Mahamat Idriss Déby Itno a effectué une visite marquée par une volonté commune de renforcer la coopération économique entre Alger et N'Djamena et de consolider un partenariat stratégique axé sur le développement. P3



LE MINISTRE DES FINANCES DEPUIS NEW YORK : « LE DÉFI NE RÉSIDE PLUS DANS LE VOLUME DU FINANCEMENT, MAIS DANS SON EFFICACITÉ » P7



Iran-États-Unis
LE CESSEZ-LE-FEU EN STAND-BY, TÉHÉRAN DÉNONCE LE BLOCUS NAVAL P4

Lounès Magramane reçoit le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis à Alger, Mark A. Shapiro, pour un échange consacré à l'état des relations bilatérales et aux perspectives de leur renforcement, ainsi qu'à des consultations sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun. P4

Lounès Magramane a reçu le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis à Alger, Mark A. Shapiro, pour un échange consacré à l'état des relations bilatérales et aux perspectives de leur renforcement, ainsi qu'à des consultations sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun. P4



L'ANP enchaîne les coups de filet contre les réseaux criminels

L'Armée nationale populaire (ANP) maintient la pression. En l'espace d'une semaine, du 15 au 21 avril, elle a multiplié les opérations à travers le territoire national, avec à la clé des résultats significatifs dans la lutte contre le terrorisme, le narcotrafic et les différentes formes de criminalité organisée. Le fait marquant reste la saisie de 5,55 quintaux de kif traité en provenance des frontières ouest, lors d'interventions coordonnées ayant permis l'arrestation de 38 narcotrafiquants. Ces opérations ont également abouti à la récupération de 4,25 kilogrammes de cocaïne et de près d'un demi-million de comprimés psychotropes, confirmant l'ampleur du trafic déjoué. Sur le plan sécuritaire, les efforts se poursuivent avec la neutralisation d'un terroriste à Ain Defla, dans le cadre d'une opération menée par un détachement relevant de la Première Région militaire. L'intervention s'est soldée par la récupération d'une arme de type Kalachnikov et de munitions. Par ailleurs, 13 individus soupçonnés de soutenir des groupes terroristes ont été arrêtés lors d'actions distinctes. Dans le sud du pays, la lutte contre l'orpaillage clandestin s'intensifie. À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Guezzam, pas moins de 414 personnes ont été interpellées. Les forces engagées ont saisi un important arsenal logistique, comprenant 68 véhicules, 403 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités d'or brut et de pierres. Les opérations menées ont également permis l'arrestation de 14 autres individus et la récupération d'un lot d'armes, dont deux pistolets-mitrailleurs Kalachnikov, un pistolet automatique et 18 fusils de chasse. À cela s'ajoutent d'importantes quantités de carburant, de tabac et de denrées alimentaires destinées à la contrebande. En mer, les unités des garde-côtes ont poursuivi leur vigilance. Plusieurs tentatives d'émigration clandestine ont été mises en échec, avec le sauvetage de 143 personnes en mer et l'interpellation de 345 migrants clandestins de diverses nationalités à travers le territoire. À travers cette série d'opérations, l'ANP réaffirme sa mobilisation permanente face aux défis sécuritaires et sa détermination à protéger les frontières du pays, dans un contexte régional toujours marqué par des menaces persistantes.

R. N.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

L'Algérie muscle son arsenal juridique

L'Exécutif durcit le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il veut renforcer la transparence, se conformer aux standards internationaux et mettre fin aux pratiques opaques qui fragilisent l'économie nationale.

PAR BOUALEM B.

La ministre du Commerce intérieur et de la Réglementation du marché national, Amel Abdellatif, a déclaré mardi que le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales s'inscrit dans une vision de réforme menée par l'État. Cette démarche vise à moderniser la gouvernance économique, à consolider la transparence et à renforcer l'État de droit, permettant ainsi la construction d'une économie réglementée, ouverte et protégée, capable de générer de la richesse et d'attirer les investissements dans le respect des normes internationales. Ce texte ne se contente pas d'ajuster une législation vieillissante ; il ambitionne de placer le pays au diapason des standards internationaux, tout en envoyant un signal fort aux fraudeurs et aux réseaux criminels. La loi de 2004, qui encadre depuis deux décennies l'activité commerciale en Algérie, a fait son temps. « Elle a joué son rôle, mais l'économie a changé, les pratiques aussi, et les obligations internationales nous imposent d'évoluer », a expliqué la ministre devant les députés. En ligne de mire : les recommandations du GAFI, véritable gendarme mondial de la finance, qui fixe désormais les règles pour toute économie souhaitant éviter l'isolement. L'enjeu est double. Il s'agit, d'un côté, de rassurer les partenaires étrangers et les investisseurs en démontrant que l'Algérie est un pays sûr, où les flux financiers sont transparents ; et, de l'autre, de couper court aux activités des réseaux qui exploitent les failles du système pour blanchir



des fonds ou financer des activités illicites. L'une des innovations majeures du texte réside dans l'obligation, pour les commerçants, de déclarer l'identité des véritables bénéficiaires de leurs entreprises, sous peine de sanctions. « Plus question de se cacher derrière des montages opaques », a prévenu Amel Abdellatif. Désormais, toute modification dans la structure d'une société devra être déclarée dans un délai d'un mois. À défaut, les entreprises concernées s'exposeront à des amendes pouvant atteindre 700 000 DA. Les députés ont salué cette mesure, jugée indispensable pour tarir les sources de financement du terrorisme et de la criminalité organisée. « On ne peut plus tolérer que des

fonds douteux circulent librement dans notre économie », a déclaré un élu de la commission économique. Le temps où les fraudeurs pouvaient agir en toute impunité est révolu. Le projet de loi prévoit des sanctions financières importantes, pouvant aller jusqu'à 500 000 DA pour les particuliers et, en cas de récidive, la fermeture pure et simple des locaux commerciaux. « Nous passons d'une logique de contrôle formel à une approche intelligente, fondée sur l'évaluation des risques », a précisé la ministre. Concrètement, les autorités ne se limiteront plus à la vérification des documents. Elles renforceront également la détection des comportements suspects, en s'appuyant sur des outils de surveillance financière

de plus en plus sophistiqués. Une évolution majeure pour un pays souvent critiqué pour la lenteur de ses procédures administratives. Pour Amel Abdellatif, ce projet de loi dépasse largement le cadre d'une simple mise à jour technique. « Il s'agit de moderniser notre économie, de la rendre plus transparente, plus attractive et, surtout, plus résiliente », a-t-elle insisté. L'Algérie entend ainsi ne plus être perçue comme un maillon faible dans la lutte contre l'argent sale. Les débats parlementaires s'annoncent animés, mais une chose est claire : avec ce texte, le gouvernement veut porter un coup d'arrêt aux pratiques opaques qui minent, depuis trop longtemps, la confiance dans l'économie nationale. ■

Des réformes pour redonner ses lettres de noblesse au métier comptable

La Chambre nationale des commissaires aux comptes passe à l'offensive. Après des années de tolérance et de pratiques opaques, la profession entre dans une ère de rigueur absolue. L'objectif est de restaurer la rigueur et la transparence au sein de la profession comptable, ainsi que de contribuer aux efforts du pays pour sortir de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI). Face à la multiplication des pratiques frauduleuses et à l'usage abusif du titre de « comptable », des mesures strictes ont été initiées, visant à rétablir la discipline et à renforcer la crédibilité de la profession. D'après

des sources proches de l'organisme, citées par le quotidien El Chourouk, le travail ne se limite plus à un simple diagnostic. Désormais, place à l'action concrète, avec des opérations de régularisation et de répression. Parmi ces mesures figurent le contrôle rigoureux des inscriptions, la vérification des casiers judiciaires des candidats et l'instauration d'exigences de formation obligatoire. Par ailleurs, les critères d'accès à la profession ont été révisés, tandis que les processus internes ont été modernisés afin de garantir que seuls les individus les plus qualifiés et intègres puissent exercer. Ces

réformes s'inscrivent dans une démarche nationale plus large visant à restructurer le paysage financier national. Le pays met aujourd'hui l'accent sur la transparence et la lutte contre la criminalité économique. La feuille de route prévoit notamment la création d'un cadre institutionnel unique pour la profession, l'introduction d'un système de qualification rigoureux et l'alignement sur les normes internationales en matière de comptabilité et d'audit. Cette refonte a pour ambition affirmée de consolider la confiance autour du système financier national, d'assainir le climat des affaires et

d'attirer davantage d'investisseurs. Plus qu'un simple rôle d'audit ou de contrôle, le métier d'expert-comptable se positionne désormais comme un pilier stratégique de la performance et de la stabilité économique du pays. La Chambre insiste également sur l'importance de la formation continue afin que les professionnels puissent s'adapter aux évolutions constantes des règles et des technologies. Pour réussir cette transformation ambitieuse, l'engagement collectif des acteurs du secteur sera crucial afin de bâtir une profession alliant transparence, excellence et conformité aux normes internationales. ■

B. B.

L'EXPRESS


Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdolkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

EN VISITE À ALGER, LE PRÉSIDENT TCHADIEN VEUT RENFORCER LES LIENS ÉCONOMIQUES AVEC L'ALGÉRIE

Alger et N'Djamena voient loin

Arrivé hier à l'aéroport international d'Alger pour une visite d'État en Algérie, le président de la République du Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno, a été accueilli avec les honneurs par son homologue, Abdelmadjid Tebboune. Les deux chefs d'État ont écouté les hymnes nationaux des deux pays, avant de passer en revue des détachements de différentes forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs.

Le président Tebboune a salué les membres de la délégation de haut niveau accompagnant le président tchadien, lequel a, à son tour, salué les hauts responsables algériens présents à la cérémonie d'accueil. À l'issue de cette séquence protocolaire, les deux chefs d'État ont eu un entretien au salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger. Par la suite, le président tchadien s'est rendu au Sanctuaire du Martyr, sur les hauteurs d'Alger, où il a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, observé une minute de silence et récité la Fatiha à la mémoire des Chouhada de la Révolution du 1er Novembre 1954. Il a ensuite visité le Musée national du Moudjahid, où des explications détaillées lui ont été fournies sur les différentes étapes de l'histoire de l'Algérie, notamment la glorieuse Guerre de Libération nationale. Dans l'après-midi, Mahamat Idriss Déby Itno a été reçu par le président Abdelmadjid Tebboune au siège de la Présidence de la République. Après avoir passé en revue un détachement de la Garde républicaine, il a posé pour la photo officielle avec son homologue, en présence des représentants de la presse nationale et internationale, avant que les deux présidents ne s'entretiennent en tête-à-tête. Les relations entre Alger et N'Djamena connaissent un nouvel élan, porté par une volonté politique commune de consolider un partenariat ancien, fondé sur la solidarité africaine et la convergence de vues sur plusieurs enjeux régionaux. Cette visite s'inscrit dans une dynamique de diversification et d'approfondissement des relations bilatérales, appelées à dépasser le cadre diplomati-



que traditionnel pour s'orienter vers une coopération plus large. Ces dernières années, les échanges de haut niveau se sont intensifiés, traduisant une volonté partagée de structurer davantage la relation algéro-tchadienne. Cette dynamique s'est illustrée notamment lors du Salon international des mines, des carrières et des hydrocarbures « SEMI-CA Tchad 2026 », organisé à N'Djamena. À cette occasion, l'Algérie a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le Tchad dans des secteurs stratégiques tels que les hydrocarbures, les mines et la formation, en mettant en avant une approche fondée sur des projets concrets et des résultats tangi-

bles. Cette orientation s'inscrit dans la continuité de la politique africaine d'Alger, axée sur le partenariat Sud-Sud et le développement mutuellement bénéfique. Cette volonté de rapprochement avait déjà été perceptible lors de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine, tenue à Alger en septembre 2025, à laquelle le président tchadien avait pris part. Sa participation avait confirmé l'intérêt croissant de N'Djamena pour un renforcement des relations économiques avec l'Algérie, tout en mettant en avant des projets structurants tels que la route transsaharienne, perçue comme un axe majeur d'intégration continentale. **N. B.**

FACE AUX DÉFIS SAHÉLO-SAHARIENS

Ahmed Attaf défend la « primauté du droit international »

PAR MAHREZ Z

L'arrivée, hier à Alger, du président de la République du Tchad, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, dans le sillage de la tenue de la Haute Commission mixte et du forum économique bilatéral, marque la volonté politique des deux pays de renforcer leurs relations sur les plans politique et économique.

Il s'agit pour l'Algérie et le Tchad d'entamer une phase de « coopération approfondie en œuvrant à l'exploration et à la relance du vaste potentiel de coopération et de partenariat entre les deux pays, ainsi qu'à renforcer les traditions de concertation et de coordination face aux défis qui s'imposent aujourd'hui dans les différents espaces d'appartenance commune, en particulier la région du Sahel et du Sahara, et plus largement le continent africain », selon les déclarations du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf. S'exprimant lors des travaux de la 4e session de la Commission mixte de coopération algéro-tchadienne, qu'il a co-présidée mardi 21 avril avec le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger de la République du Tchad, Abdoulaye Sabre Fadoul, Ahmed Attaf a précisé que cette session « intervient dans un contexte marqué par un nouvel élan et une dynamique notable des relations entre les deux pays frères ». Il a souligné que les relations algéro-tchadiennes sont en passe d'amorcer une nouvelle phase de leur histoire, « tant par leur qualité, leur évolution que leur profondeur », au regard des potentialités de coopération dans toutes leurs dimensions et de la forte volonté nourrissant une ambition commune. Les travaux de la 4e session de la Commission gouvernementale mixte ont été sanctionnés par la signature du procès-verbal par les deux ministres des Affaires étrangères. S'exprimant à l'issue de la cé-

réémonie de signature, Ahmed Attaf s'est félicité de « résultats satisfaisants et encourageants » issus des rencontres bilatérales entre les ministres, lesquels se sont traduits par des programmes d'action sectoriels visant à intensifier la coopération bilatérale et à élargir ses perspectives prometteuses. Le ministre d'État a passé en revue ces résultats, dont le renforcement du cadre institutionnel de la coopération, avec l'accord sur la réactivation de la Commission mixte et la création d'un mécanisme bilatéral de consultations politiques. À ces deux mécanismes gouvernementaux s'ajoute le Conseil d'affaires algéro-tchadien, activé hier, qui devrait contribuer au développement de partenariats économiques fructueux et constructifs entre les opérateurs économiques des deux pays frères. Il s'agit également de l'enrichissement du cadre juridique des relations algéro-tchadiennes, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, selon Ahmed Attaf, qui a révélé que les travaux ont permis de finaliser 27 nouveaux accords, portant essentiellement sur l'encadrement juridique de plusieurs domaines de coopération essentiels, qu'il s'agisse des secteurs souverains, des domaines économiques ou encore de ceux liés à la dimension humaine des relations bilatérales.

Le développement du partenariat bilatéral en ligne de mire

Ahmed Attaf a indiqué qu'il a été convenu d'accorder une attention particulière à trois axes. Le premier concerne le développement du partenariat bilatéral dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables et des mines, avec un accent sur le transfert de compétences, le développement des capacités et la valorisation des ressources naturelles dont disposent les deux pays. Le deuxième axe porte sur la consolidation des liaisons entre les infrastructures des deux pays, en développant le transport aérien et en avançant

vers la réalisation de grands projets structurants, à leur tête la route transsaharienne et la liaison principale de fibre optique transsaharienne. Dans ce cadre, il a rappelé l'importance que revêt le port de Djendjen (Jijel) en tant que porte d'entrée commerciale vers les pays de la région sahélo-saharienne, en particulier la République du Tchad. Le troisième axe concerne la promotion de la coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique, de la formation professionnelle, de la qualification des ressources humaines et de la santé, ainsi que l'encouragement des initiatives médiatiques et culturelles visant à rapprocher les deux peuples et à développer la dimension humaine des relations algéro-tchadiennes. Ahmed Attaf a indiqué que l'ensemble de ces résultats repose sur des consensus politiques solides entre les deux pays, notamment sur la nécessité de renforcer la coopération régionale pour faire face aux défis qui s'imposent aujourd'hui dans la région sahélo-saharienne, au premier rang desquels le fléau du terrorisme, ainsi que sur l'urgence de relancer et de dynamiser le rôle de l'organisation continentale et de renforcer ses efforts visant à trouver des solutions africaines aux problèmes africains, loin de toute ingérence étrangère. Ces consensus s'appuient également sur la nécessité de réhabiliter la primauté du droit international, le rôle de l'Organisation des Nations unies (ONU) et l'importance de l'action multilatérale internationale afin de relever les défis croissants sur la scène mondiale et de préserver l'humanité des menaces et dangers actuels, dans un système international où la force prévaut souvent sur le droit. De son côté, le ministre tchadien a indiqué qu'« aujourd'hui, nous avons signé le procès-verbal de la session, et demain seront également signés plusieurs accords et mémorandums d'entente dans divers secteurs, afin de couronner cet événement d'une importance capitale pour la République du Tchad et, bien entendu, pour l'Algérie également ». ■

Éditorial l'EXPRESS

UNE AMBITION PARTAGÉE

PAR MAHREZ Z

La nouvelle dynamique insufflée aux relations algéro-tchadiennes ne relève pas d'un simple agenda diplomatique. Elle s'inscrit désormais en droite ligne d'une forte ambition commune visant à renforcer les relations bilatérales à tous les niveaux et à édifier une véritable intégration africaine. Il s'agit d'une volonté politique affichée au plus haut sommet des deux États, en vue de jeter les bases d'une « nouvelle phase » dans la relation bilatérale, fondée non seulement sur la qualité des liens politiques, mais aussi sur la redynamisation des relations économiques. La visite du président tchadien en Algérie, intervenant dans le sillage de la tenue de la commission mixte et du forum d'affaires, ainsi que des différentes rencontres bilatérales sectorielles, traduit une volonté stratégique de construire un partenariat diversifié et solide, appelé à produire des effets concrets et durables sur le terrain. Les échanges entre les deux pays sont désormais présentés comme un levier prioritaire, basé sur l'impulsion des flux commerciaux, des investissements, des partenariats industriels et la mobilisation des opérateurs économiques pour concrétiser les accords sectoriels signés. La nouvelle dynamique est également fondée sur une vision continentale à travers des projets structurants tels que la route transsaharienne ou les réseaux de fibre optique, perçus comme des piliers d'un futur corridor économique reliant le nord du continent à sa profondeur sahélo-saharienne. À cela s'ajoute la montée en puissance des liaisons aériennes, avec une ligne Alger-N'Djamena qui gagne en fréquence et en importance, signe d'une intégration progressive des espaces économiques. Le rapprochement entre l'Algérie et le Tchad n'est pas uniquement lié à la coopération industrielle et énergétique, il inclut également des secteurs tels que la formation, la santé ou encore l'enseignement supérieur, ce qui resserre davantage les liens entre les deux pays et les deux peuples. Sur le plan géopolitique, l'Algérie et le Tchad affichent également une parfaite convergence de vues sur la nécessité de renforcer la coordination régionale et la coopération bilatérale pour une gestion africaine des crises du continent, fondée sur la souveraineté et le refus des ingérences extérieures. Une dimension qui confère à la relation bilatérale une portée stratégique, dépassant largement les intérêts strictement économiques africains.

IRAN-ÉTATS-UNIS

Le cessez-le-feu en stand-by, Téhéran dénonce le blocus naval

C'est un peu la bouteille à l'encre en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, où les États-Unis jouent avec les nerfs de la communauté internationale en prolongeant plus qu'il n'en faut l'agression militaire contre l'Iran.

PAR MAHDI B

Alors que tout le monde espérait un début de cessation des hostilités avec une prolongation plus durable du cessez-le-feu sur la base de négociations sous l'égide d'Islamabad, le spectre d'une reprise des combats refait surface, même si le président américain reste hésitant. La non-reprise des négociations entre Téhéran et Washington, conjuguée au maintien du blocus naval du détroit d'Ormuz, menace en effet de faire voler en éclats un cessez-le-feu déjà fragile. Certes, Donald Trump a annoncé le maintien du cessez-le-feu, mais il reste dans une posture menaçante, le doigt sur la gâchette, pouvant ordonner à tout moment la reprise de l'agression militaire contre l'Iran. Hier, les deux parties ont publiquement exprimé leur volonté de reprendre les hostilités, alors que les pourparlers de paix au Pakistan sont plus que jamais dans l'impasse. Le flou est total autour de ces négociations. Mardi soir, Trump avait déclaré : « Il nous a été demandé de suspendre notre offensive contre l'Iran jusqu'à ce que ses dirigeants et ses représentants parviennent à présenter une proposition commune. » « J'ai donc ordonné à nos forces armées de maintenir le blocus et, à tous autres égards, de rester prêtes et opérationnelles. Je prolongerai donc le cessez-le-feu jusqu'à ce que leur proposition soit soumise et que les discussions soient conclues, d'une manière ou d'une autre. » Côté négociations, un responsable américain a indiqué que le vice-président J.D. Vance, qui devait diriger la délégation américaine, a annulé son voyage à Islamabad. Les dirigeants pakistanais, dont le Premier ministre Shehbaz Sharif, ont travaillé d'arrache-pied mardi soir pour tenter d'amener les deux parties à accepter un deuxième cycle de négociations sur le cessez-le-feu, se-



lon deux responsables pakistanais. Quant à l'envoyé spécial de Trump, Steve Witkoff, et son gendre Jared Kushner, initialement attendus à Islamabad, ils sont désormais à Washington pour des consultations sur la suite des discussions, selon un responsable américain. Un climat de forte tension règne dans la région, marqué notamment par les déclarations de Donald Trump, qui a affirmé s'attendre à ce que les États-Unis bombardent à nouveau l'Iran « sous peu » si aucun progrès n'est enregistré lors du deuxième cycle de négociations prévu mercredi au Pakistan. « Je m'attends à ce que nous bombardions, car ce serait une meilleure attitude », a-t-il déclaré lors d'une interview accordée à CNBC, ajoutant qu'il était opposé à la prolongation du cessez-le-feu, qui expire mercredi, car « nous n'avons pas beaucoup de temps ». Parmi ses exigences, Donald

Trump demande que l'Iran renonce à ses stocks d'uranium et mette fin à ses tentatives de contrôle de la voie navigable stratégique d'Ormuz, utilisée pour le transport du pétrole et d'autres matières premières du Moyen-Orient. Des conditions que Téhéran a toujours rejetées. Par ailleurs, le retrait de l'Iran des négociations a été en partie provoqué par la saisie par les États-Unis d'un navire de charge battant pavillon iranien, en route vers un port, dimanche. La marine américaine a indiqué que le navire n'avait pas respecté ses avertissements et tentait d'échapper au blocus des ports iraniens. Outre cette opération, qualifiée d'« inacceptable » par le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Esmail Baghaei, le retrait de Téhéran des négociations est également motivé par le blocus naval imposé par les États-Unis, entré en vi-

gueur la semaine dernière. L'Iran estime que cela constitue une violation de l'accord de cessez-le-feu, ce que Washington réfute. « Le blocus, que nous ne lèverons pas tant qu'il n'y aura pas d'accord, détruit absolument l'Iran. Ils perdent 500 millions de dollars par jour, un chiffre insoutenable, même à court terme », a écrit Donald Trump sur son réseau Truth Social. De son côté, l'Iran affirme également refuser de s'engager dans des efforts diplomatiques sous la menace d'une attaque, après que le président américain a menacé, dans plusieurs messages publiés sur les réseaux sociaux, d'intensifier les combats et de « faire exploser » le pays s'il ne parvenait pas à conclure un accord avec Washington. « Nous n'acceptons pas de négociations à l'ombre des menaces. Au cours des deux dernières semaines, nous sommes préparés à dévoiler de nou-

velles cartes sur le champ de bataille », a déclaré un responsable iranien. Bref, la tension persiste entre l'Iran et les États-Unis, qui ont déployé dans la région un impressionnant arsenal militaire, avec pour objectif, sinon de détruire l'Iran, du moins de l'affaiblir au point qu'il ne puisse plus soutenir un effort de guerre face à la première puissance militaire et économique mondiale. Dans ce climat international anxieux, les marchés financiers et des matières premières évoluent en dents de scie. Hier mercredi à la mi-journée, le Brent, brut de la mer du Nord, était en hausse de 1,14 % à 99,60 dollars le baril, tandis que le brut de référence américain progressait de 1,13 % à 90,68 dollars le baril. Les marchés restent sous tension, sans direction claire, et réagissent presque exclusivement aux déclarations du président américain. ■

Le Parlement algérien et le Parlement kényan partagent une même vision pour l'Afrique : « Solutions africaines aux problèmes africains »

Brahim Boughali s'est entretenu avec son homologue kényan, Moses Wetang'ula, sur les voies et moyens de renforcer la coopération parlementaire. Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a examiné, hier par visioconférence, avec son homologue kényan, Moses Wetang'ula, les voies et moyens de renforcer la coopération parlementaire et les relations bilatérales entre l'Algérie et le Kenya, indique un communiqué de l'Assemblée. « Les deux responsables ont salué la solidité des relations entre les deux pays ainsi que la convergence de leurs positions sur plusieurs questions régionales et internationales, réaffirmant leur volonté de dynamiser la coopération entre les deux institutions législatives. Ils ont, à ce titre, insisté sur l'importance de développer le partenariat parlementaire afin de soutenir davantage les relations bilatérales et d'élargir les perspectives de coordination et de concertation dans les différents forums », précise la même source. Les deux responsables ont plaidé pour un alignement de la coopération économique sur la qualité des relations politiques. Ils ont notamment mis en exergue le potentiel du continent pour garantir sa souveraineté économique et stimuler un développement durable et autonome. Concernant les défis auxquels fait face le continent, ils ont réitéré leur attachement au principe des « solutions africaines aux problèmes africains », appelant à une action commune et efficace pour y faire face. Enfin, ils ont insisté sur « l'importance de poursuivre les efforts visant à renforcer les institutions de l'Union africaine et à accélérer les réformes engagées, afin de répondre aux aspirations des peuples africains et de consolider la place de l'Afrique sur la scène internationale ».

LOUNÈS MAGRAMANE REÇOIT LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS À ALGER

Les relations bilatérales passées en revue

Lounès Magramane a reçu hier le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Algérie, Mark A. Shapiro. Mark A. Shapiro a effectué une visite de courtoisie à Lounès Magramane.

Cette rencontre a été « l'occasion de passer en revue l'état des relations d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et les États-Unis d'Amérique dans leurs différentes dimensions, ainsi que les moyens de contribuer conjointement à leur promotion et à leur renforcement, et ce dans le sillage de la préparation des différentes échéances bilatérales prévues à cet effet », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Cette rencontre entre le secrétaire général du minis-



tère des Affaires étrangères et le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Algérie a également permis

« d'échanger les vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun », selon la même source.

R. N.

TIC

Les opérateurs appelés à conquérir le marché africain

« Le ministre de la Poste et des télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a invité les opérateurs du numérique à se projeter à l'international, en exploitant tous les leviers disponibles tel que la ZLECAF ainsi que les manifestations économiques organisées en Afrique et ailleurs dans le monde. Sur les marchés étrangers, un autre opérateur n'est pas mon concurrent, mais mon compatriote. C'est ainsi que nous bâtirons une véritable communauté du numérique ».

PAR MERIEM KACI

Lors de son discours à l'occasion de l'ouverture officielle de la 6ème édition de l'ICT Africa Summit 2026 à Alger, le ministre a insisté sur la nécessité de se tourner vers d'autres marchés notamment, du continent africain. Il a exhorté les entreprises participantes à élargir leur vision au-delà des frontières plutôt que de se limiter au marché national. Désormais, les startups algériennes sont appelées à exporter leurs services numériques vers les marchés africains, et pourquoi européen et mondiaux, s'est interrogé le ministre de tutelle.

Le ministre estime que le marché national a atteint ses limites, préconisant des opérateurs du secteur à se projeter à l'international, en exploitant tous les leviers disponibles tel que la ZLECAF ainsi que les manifestations économiques dans le continent et ailleurs dans le monde. Un challenge qui est à la « portée des opérateurs algériens », dont les cadres dirigent déjà de grandes firmes internationales sur les cinq continents et s'imposent comme des acteurs clés du système numérique mondial, indique le ministre. Dès lors, pourquoi les entreprises algériennes, qu'elles soient publiques ou privées, ne partageraient-elles pas leur expertise au-delà de nos frontières ? s'est demandé le ministre. En contrepartie, les hommes politiques et le gouvernement doivent les accompagner. À cette occasion, le



ministre a précisé que l'objectif des opérateurs du secteur ne doit pas être « pécuniaire », mais plutôt la construction d'une réputation solide sur les marchés internationaux. « L'objectif immédiat n'est pas forcément de générer des bénéfices qui se chiffrent en millions de dollars, mais au minimum il a estimé que « atteindre le point mort » (ne générer ni pertes ni bénéfice) est déjà une réussite, car la visibilité à l'échelle mondiale constitue une véritable « carte de visite professionnelle » pour l'entreprise, explique M. Zerrouki.

« Pensons hors des sentiers battus et ne soyons pas égoïstes », recommande M. Zerrouki. A titre d'exemple, poursuit le ministre, lorsqu'une entreprise ne maîtrise pas le Cloud Computing et qu'une autre manque d'expérience en service client, ces deux entreprises doivent collaborer pour offrir des solutions complètes. « Sur les marchés étrangers, un autre opérateur n'est pas mon ennemi, mais mon compatriote. C'est ainsi que nous bâtirons une véritable communauté du numérique », conclut le ministre de tutelle.

Pour rappel, le sommet de la transformation numérique s'est terminé hier après trois jours de débats et d'échanges entre les opérateurs du secteur. L'ICT Africa Summit selon ses organisateurs vise à « connecter les startup aux entreprises déjà expérimentées, en facilitant l'échange de connaissances et d'expériences et en ouvrant de nouvelles perspectives de coopération », soulignant la participation « de plus de 100 entreprises, dont près de 50 startup présentant leurs innovations dans différents secteurs ». ■

Bourse d'Alger

Baddari salue l'EPE CRAPC

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a salué, mardi, l'octroi par la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) de son visa pour l'augmentation du capital de l'EPE CRAPC Expertise SPA et l'introduction de ses actions à la Bourse d'Alger, estimant que cette réalisation confirme que l'université algérienne est devenue un véritable acteur dans la création de la richesse.

Dans une publication sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, M. Baddari a exprimé sa satisfaction de l'exploit réalisé par cette filiale du Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques.

Le ministre a estimé que « ce jour marquant dans le parcours de la recherche scientifique algérienne, concrétise la transformation des résultats de la recherche scientifique en actifs financiers cotés sur le marché national, et confirme que l'université algérienne est devenue un véritable acteur qui crée de la richesse et lie le savoir à l'économie ».

COUPURE D'INTERNET À L'OUEST D'ALGER

Le réseau rétabli après des actes de vandalisme



Le Groupe Algérie Télécom a annoncé, hier, le rétablissement complet de ses services après l'achèvement des travaux de réparation de 29 câbles en fibre optique endommagés à la suite d'actes de vol et de sabotage. Dans un communiqué rendu public, l'opérateur précise

que « dès les premières minutes ayant suivi l'incident, toutes les mesures nécessaires ont été prises afin d'assurer la continuité du service internet au profit de nos clients, notamment les abonnés résidentiels », permettant ainsi d'éviter une interruption totale du réseau. L'entreprise

a également réaffirmé son engagement à garantir la qualité et la continuité de ses services, tout en renouvelant sa volonté de se rapprocher davantage de ses clients et de répondre à leurs attentes.

Pour rappel, une perturbation du réseau internet a été enregistrée dans la soirée de mardi dans plusieurs communes de l'Ouest d'Alger, en raison du vol de câbles en cuivre. Ces actes ont également entraîné la détérioration de 29 câbles en fibre optique, selon la même source. Le ministre s'est rendu sur place pour constater l'ampleur des dégâts occasionnés par les actes de vol et de vandalisme ayant touché « l'infrastructure de télécommunications et entraîné la destruction d'un ensemble de câbles de fibre optique », ajoute le document. M. Zerrouki a donné des instructions fermes pour la mobilisation de tous les moyens humains et techniques nécessaires afin d'assurer le rétablissement rapide du service. Les travaux de réparation se poursuivent actuellement jusqu'au retour du réseau à son fonctionnement normal. ■

Accompagnement psychologique des candidats aux examens scolaires

Le ministère de la Jeunesse mobilise ses établissements

Le ministère de la Jeunesse a annoncé hier la mobilisation de ses établissements de jeunesse habilités à travers l'ensemble du territoire national afin d'assurer un accompagnement psychopédagogique aux élèves candidats aux examens scolaires au titre de l'année scolaire 2025/2026. « Dans le cadre du soutien aux élèves concernés par les examens scolaires de l'année en cours, et en vue de renforcer la complémentarité entre les secteurs de la Jeunesse et de l'Éducation nationale, les établissements de jeunesse habilités ont été mobilisés à l'échelle nationale pour être des espaces ouverts dédiés à la révision, au soutien et à l'accompagnement psychopédagogique des élèves », a précisé la même source.

Cette initiative comprend notamment « l'ouverture de salles équipées pour la révision dans des conditions adéquates et sécurisées, l'organisation de séances de soutien dans les matières principales encadrées par des enseignants et des bénévoles, ainsi que des ateliers sur les techniques de révision, la gestion du temps et la motivation, outre la mise en place d'un accompagnement psychologique visant à atténuer le stress lié aux examens ». Elle prévoit également « l'orientation et le conseil à travers des rencontres interactives sur les parcours scolaires, l'intervention de spécialistes pour prodiguer des conseils pratiques en vue d'une bonne préparation, ainsi que la mise à disposition d'espaces de consultation individuelle et collective ». Par ailleurs, l'ouverture des établissements de jeunesse vise également à « encourager l'esprit de volontariat et de citoyenneté, à travers l'implication des associations partenaires dans l'encadrement et l'animation, le lancement d'initiatives bénévoles d'accompagnement des élèves, ainsi que l'organisation de campagnes de récupération de livres et de cahiers déjà utilisés au profit des élèves démunis et la sensibilisation à la préservation de l'environnement », ajoute la même source. Dans ce contexte, le ministère a appelé « les jeunes, les élèves, les bénévoles et les associations partenaires à adhérer à cette initiative et à bénéficier des services offerts par les établissements de jeunesse », conclut le communiqué.

Télécommunications

Renouvellement de la licence d'Algérie Télécom pour un réseau fixe plus performant et sécurisé

FATIHA AMALOU.

Un décret exécutif vient de sortir dans ce sens dans le dernier numéro du journal officiel. La société « Algérie Télécom Spa », attributaire de la licence visée, est autorisée à établir et à exploiter le réseau et à fournir les services y afférents sur ce dernier, dans les conditions techniques et réglementaires telles que définies par le cahier des charges. La licence est personnelle et ne peut être cédée ou transférée que dans le cadre et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et aux conditions fixées dans le cahier des charges. La licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau fixe de communications électroniques (essentiellement détenue par Algérie Télécom) autorise formellement l'opérateur à déployer des infrastructures physiques (fibre, cuivre, MSAN) et à fournir des services de téléphonie fixe, internet haut débit (ADSL/FTTH) et des liaisons de données au public. Concernant la légalisation de l'infrastructure, elle confère le droit légal d'installer, de gérer et d'exploiter le réseau national de télécommunications fixes. La fourniture de services permet la commercialisation de services de téléphonie fixe (nationale et interna-

tionale) et d'accès internet haut débit pour les particuliers et entreprises. La modernisation et performance impose des cahiers des charges (mise à jour via décret exécutif) garantissant l'amélioration de la qualité de service (QoS), l'extension de la couverture en fibre optique (FTTH), et le développement de nouveaux services numériques. La régulation soumet l'opérateur aux obligations de service public, de sécurité des infrastructures, et de protection des données personnelles. Cette licence est généralement renouvelée par décret exécutif pour une longue durée afin de garantir la continuité du service public. Le régime d'exploitation applicable à chaque type de réseaux, y compris les réseaux radioélectriques et aux différents services de communications électroniques pouvant être exploités, est fixé par les dispositions du décret exécutif n° 21-44 du 17 janvier 2021 fixant le régime d'exploitation applicable à chaque type de réseaux ouverts au public et aux différents services de communications électroniques, modifié et complété. Le régime d'exploitation peut prendre la forme de licence, d'autorisation générale ou de simple déclaration. La licence est délivrée, pour une durée préalablement fixée dans le cahier des charges, à toute personne physique ou morale adjudicataire d'un appel à la concurrence qui s'engage à respecter les conditions fixées dans le cahier des charges.



INFRASTRUCTURES, TRANSPORT ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Le wali d'Alger inspecte les grands chantiers



Le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a effectué une visite de terrain inopinée dans la circonscription administrative de Baraki. Cette sortie visait à évaluer l'état d'avancement des grands chantiers engagés pour améliorer le quotidien des habitants de cette zone stratégique, selon un communiqué publié hier par les services de la wilaya d'Alger. Par son caractère surprise, ce déplacement met en évidence l'importance accordée à cette circonscription, marquée par une forte densité démographique et une position géographique charnière au sein de la capitale. Dans le cadre de cette tournée, le ministre, wali d'Alger, a entamé sa visite par le projet

d'aménagement de l'entrée de la commune de Baraki via le chemin de wilaya (CW) n°14, en direction du centre-ville et de Sidi Moussa. Ce point névralgique concentre plusieurs projets structurants, dont la future station de métro « Chahid Mohamed Belarbi », la réalisation d'un parking à étages, l'installation d'une station de taxis moderne, ainsi que l'aménagement d'espaces verts destinés à améliorer le cadre de vie des citoyens. Parmi les étapes importantes de cette visite figure également l'inspection du projet de Palais de la culture et des loisirs. Réalisé dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et la République populaire de Chine, ce complexe s'étend sur une superficie de 10 hectares. Il comprendra notamment une salle de cinéma et un théâtre, trois piscines, des terrains de proximité,

ainsi qu'une crèche et une auberge de jeunesse. Le wali s'est ensuite rendu dans plusieurs quartiers à forte densité, à commencer par Bentalha, qui compte plus de 32 000 habitants. Sur place, il a inspecté le futur complexe sportif ainsi que les travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable dans plusieurs cités, dont Ben Youb, les 360 Logements, les 700 Logements et El Mitidja. À El Achaba, qui regroupe environ 70 000 habitants répartis sur 22 groupements, le ministre a constaté l'avancement de plusieurs projets d'équipements publics. Le quartier bénéficie notamment de la réalisation d'un stade avec jardins, du lancement d'une salle omnisports, ainsi que d'aménagements extérieurs à caractère paysager. La visite a également porté sur plusieurs projets routiers visant à fluidifier la circulation et à réduire les embouteillages. Il s'agit notamment de l'extension du CW 14 sur une distance de 4 kilomètres à Sidi Moussa, de l'aménagement du tronçon reliant Bouchakour à Bentalha, des travaux de raccordement entre le CW 14 et le CW 115, ainsi que de l'aménagement du chemin rural n°2. Dans la commune des Eucalyptus, le wali a inspecté l'extension du chemin rural n°6 ainsi que la réalisation d'un rond-point au niveau de la cité « Émir Abdelkader », destiné à améliorer l'accès à El Achaba. Dans une démarche visant à simplifier les procédures administratives et à rapprocher les services publics des citoyens, le wali a également visité un centre culturel en cours de transformation en bâtiment administratif. Ce dernier devrait prochainement abriter les services d'Algérie Poste et ceux des Impôts. Enfin, le secteur du sport bénéficie lui aussi d'une attention particulière dans la commune des Eucalyptus. Outre les neuf salles de sport déjà livrées ou en cours de réalisation, la commune sera dotée de nouveaux stades conformes aux normes requises pour l'organisation de compétitions officielles, notamment les stades « Chahid Mouloud Zerrouki » et « Cité de la République ».

Transports

L'ETUSA INAUGURE 7 NOUVELLES LIGNES DANS LA CAPITALE

L'Entreprise de transport urbain d'Alger (ETUSA) a annoncé la mise en service de sept nouvelles lignes de transport à Alger. Dans un communiqué, l'entreprise explique que cinq nouvelles lignes desservent la commune de Shaoula, la reliant à la station « 2 Mai » (Tafourah), Ben Aknoun, Ouled Belhadji, Merdja et Baba Ali. Deux lignes supplémentaires desserviront la commune de Douéra, la reliant à Dekakna et Ben Aknoun, au départ du quartier « 3254 Logements ». La même source indique que ces lignes circuleront de 6h00 à 18h30, à compter d'hier mercredi. Le communiqué précise que cette mesure fait suite aux instructions du ministre de l'Intérieur et des Transports, Saïd Sayoud, visant à améliorer la qualité des services de transport public et à faciliter les déplacements des citoyens, notamment dans les zones densément peuplées.

R.E.

DGI:

SUSPENSION TEMPORAIRE DU SYSTÈME « JIBAYATIC »

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé la suspension temporaire de son système d'information « Jibayatik » pour des travaux de maintenance visant à améliorer ses services numériques. Dans un communiqué publié hier, la Direction a précisé que le système « Jibayatik » sera indisponible à partir du jeudi 23 avril à 00h00 et sera de nouveau opérationnel le dimanche 26 avril à 8h00. La Direction générale des impôts a présenté ses excuses à tous les utilisateurs du système pour cette interruption temporaire et a souligné son engagement à minimiser la durée d'indisponibilité et à garantir un rétablissement du service dans des conditions optimales.

R.E.

Gaz naturel

La production de l'Algérie a augmenté de 128 millions de mètres cubes

La production de gaz naturel en Algérie a progressé pour le deuxième mois consécutif en février, enregistrant une hausse de 1,5 % sur un an, soit 128 millions de mètres cubes.



FATIHA A.

Selon des données récentes de l'Energy Research Unit (ERU), basée à Washington, la production gazière algérienne a atteint 8,946 milliards de mètres cubes, soit une moyenne de 11,29 milliards de pieds cubes par jour, contre 8,818 milliards de mètres cubes (11,12 milliards de pieds cubes par jour) en février 2025. Parallèlement, la consommation totale de gaz en Algérie a augmenté de 4 % pour s'établir à 5,17 milliards de mètres cubes en février, contre 4,97 milliards de mètres cubes le même mois de l'année précédente. Le secteur de la production d'électricité a consommé à lui seul 1,64 milliard de mètres cubes, dépendant du gaz pour près de 99 % de ses besoins énergétiques. Malgré une hausse annuelle, la production de gaz naturel en Algérie a

reculé de 5 % en février par rapport au niveau de janvier, qui s'établissait à 11,88 milliards de pieds cubes par jour, soit un total de 10,44 milliards de mètres cubes.

Il convient de noter que la production de janvier représentait le niveau mensuel le plus élevé depuis le record de 13,18 milliards de mètres cubes atteint en mars 2023, selon la Joint Organisations Data Initiative (JODI). Dans le cadre d'un plan d'investissement de 50 à 60 milliards de dollars, le pays ambitionne d'accroître sa production de gaz et de pétrole à court terme afin de tirer parti des opportunités actuelles, notamment sur le marché européen, qui a un besoin urgent d'approvisionnements en raison de la volonté de l'Union européenne d'interdire le gaz russe et des perturbations des approvisionnements en provenance du Moyen-Orient. Ce mois-ci, l'Algérie a lancé un nou-

vel appel d'offres proposant sept blocs d'exploration pétrolière et gazière aux entreprises internationales. Cependant, et selon la même source, les exportations algériennes totales de gaz naturel liquéfié (GNL) par gazoduc ont diminué de 1,2 % en février, pour atteindre 3,572 milliards de mètres cubes (Gmc), contre 3,617 Gmc en février 2025. Les exportations par gazoduc ont représenté la part la plus importante, à environ 2,791 Gmc, malgré une baisse annuelle par rapport aux 2,819 Gmc de février 2025. Les exportations de GNL ont également reculé, s'établissant à 781 millions de Gmc en février, contre 799 millions de Gmc en février 2019. Selon les dernières données de l'Energy Research Unit, les exportations algériennes de GNL ont atteint 0,940 million de tonnes (1,28 Gmc) en mars.

F.A.

Le ministre des finances depuis New York: «Le défi ne réside plus dans le volume du financement, mais dans son efficacité»,

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a appelé, depuis New York, à l'adoption d'une nouvelle approche pour le financement du développement, permettant aux institutions financières internationales d'assumer pleinement leurs responsabilités, afin de surmonter la situation actuelle où les pays assument la majeure partie des risques de financement, même en cas de faibles résultats, une situation que le ministre a qualifiée d'«injuste et inéquitable», selon l'APS. Le ministre s'exprimait lors de sa participation aux travaux du forum onusien sur le financement du développement, qui se tient du 20 au 24 avril à New York, où il est intervenu dans le débat général portant sur les défis actuels auxquels fait face le système international de financement du développement. M. Bouzred a souligné que «le défi ne réside plus dans le volume du financement, mais dans son efficacité», notant que «les pays en développement font face toujours aux mêmes difficultés, en dépit des multiples mécanismes de financement», d'où la nécessité d'«une révision des mécanismes d'action du système financier international». Il a également insisté sur «la nécessité que toute réforme garantisse une participation plus forte des pays en développement à la prise de décision, afin de refléter équitablement les équilibres internationaux». M. Bouzred a, par ailleurs, passé en revue les efforts



soutenus de l'Algérie dans le soutien à la solidarité internationale, à travers l'annulation de la dette de plusieurs pays et l'octroi d'aides financières au profit des pays les plus vulnérables», ainsi que la création d'une agence algérienne de coopération internationale pour le développement, dotée d'un budget initial d'un milliard de dollars, pour soutenir les projets de développement, notamment en

Afrique. Au terme de son allocution, le ministre a réaffirmé «la nécessité de passer d'une logique de financement à une logique de résultats, et d'une responsabilité unilatérale à une responsabilité partagée, afin de renforcer l'efficacité et l'équité du système financier international».

R.E.

Energie

Renforcement de la coopération bilatérale avec l'OLACDE

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu le secrétaire exécutif de l'Organisation latino-américaine et caribéenne de l'énergie (OLACDE), Andrés Rebolledo Smitmans, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'organisation dans ce secteur, a indiqué un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de ses cadres, M. Adjal a présenté les grands projets de développement supervisés par le secteur, ainsi que les efforts déployés pour réaliser la diversification énergétique, soulignant la position de l'Algérie en tant que partenaire fiable et acteur clé dans la garantie de la sécurité énergétique aux niveaux continental et international, rapporte l'APS.

Le ministre a, en outre, évoqué les étapes importantes franchies par l'Algérie dans l'exécution du programme des énergies renouvelables visant à produire 15.000 mégawatts à partir de ces sources d'énergie, selon le communiqué.

Présentant le programme de diversification et de transition énergétique, M. Adjal a mis en avant les efforts en cours pour renforcer le recours aux énergies propres, à travers le développement de projets d'hydrogène vert, d'énergie photovoltaïque et d'énergie éolienne, considérées comme un «enjeu économique mondial», évoquant les efforts du secteur en vue de réduire les émissions de carbone.

A cette occasion, le ministre a présenté un aperçu des différentes activités du secteur, englobant la production, le transport et la distribution de l'électricité et du gaz, en sus de la formation et de la fabrication d'équipements électriques et gaziers.

Aussi, il a évoqué les efforts en cours pour promouvoir l'efficacité énergétique dans le pays, reposant sur la révision du modèle de consommation énergétique, un dossier qui nécessite de «s'inspirer de l'expérience de l'organisation dans ce domaine».

De son côté, le secrétaire exécutif de l'OLACDE a passé en revue la situation du secteur dans cette région, ainsi que les programmes de transition énergétique en cours, exprimant la volonté de l'organisation de renforcer le niveau de coopération avec le secteur algérien de l'énergie et des énergies renouvelables.

Au terme de la réunion, il a été convenu d'élaborer un mémorandum d'entente ouvrant la voie à de nouvelles perspectives de coopération plus larges dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables entre l'Algérie et l'OLACDE, conclut le communiqué.

R.E.

BLIDA

Réception de plusieurs projets AEP avant l'été

Le secteur des ressources en eau et de l'hydraulique de Blida sera renforcé, avant l'été prochain, par de nouveaux projets actuellement en cours de réalisation, en vue d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) à travers la wilaya, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Ces projets sont notamment destinés à l'amélioration de l'AEP dans les communes de l'est et de l'ouest de la wilaya, selon la même source, qui a cité en tête de liste, le projet d'alimentation de la wilaya de Blida en eau dessalée à partir de l'Usine de dessalement de l'eau de mer (SDEM) «Fouka2» (Tipasa). Il assurera un apport supplémentaire de près de 45.000 m³ d'eau/jour, qui s'ajoutera aux 55.000 m³ déjà transférés quotidiennement vers Blida. Ce nouveau transfert d'eau est destiné à cinq (5) communes de l'est de la wilaya, enregistrant une forte expansion urbaine, à savoir Larbaâ, Bougara, Ouled Slama, Mef-tah et Djebabra. Par ailleurs, une station monobloc de traitement des eaux à partir du barrage «El-Moustakbal» de Bouroumi, et une station de pompage, réalisée pour une enveloppe de près de 500 millions DA, devraient entrer en service dans les prochaines semaines. D'une capacité de 8.600 m³/jour, ces deux installations contribueront à améliorer l'AEP au niveau des communes d'El Afroun, Mouzaïa et Oued Djer, ouest de la wilaya. Les capacités de production d'eau de la wilaya seront également renforcées par la mise en service, en juin prochain, de 11 forages en cours de réalisation dans plusieurs communes, selon la même source.

RELIZANE

21.000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse

Plus de 21.000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse ont été mises à disposition dans la wilaya de Relizane afin de renforcer l'immunité du cheptel bovin et prévenir la propagation des maladies à caractère épidémique, a-t-on appris mardi auprès de l'Inspection vétérinaire de wilaya. L'inspecteur principal vétérinaire, Ahmed Menouar, a indiqué que dans le cadre des efforts de l'Etat visant à renforcer la santé animale et protéger le cheptel national, la wilaya de Relizane a bénéficié d'un quota de 21.200 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse, destinées à la vaccination des bovins à travers l'ensemble du territoire de la wilaya. Une vaste campagne de vaccination a été récemment lancée au niveau des différentes zones et communes de la wilaya. Pour cette opération préventive, les services vétérinaires ont mobilisé l'ensemble des moyens disponibles, notamment les vétérinaires du secteur public et privé, afin d'assurer le bon déroulement de la campagne. L'opération, destinée à prévenir la propagation des maladies animales, concerne plus de 1.300 exploitations agricoles à travers la wilaya et s'étalera sur une durée de deux mois, selon la même source. Parallèlement, les services vétérinaires ont lancé des actions de sensibilisation à l'intention des éleveurs et agriculteurs, les appelant à adhérer à cette campagne de vaccination gratuite et à contribuer à la protection du cheptel, à travers des sorties sur le terrain ainsi que des émissions diffusées par la radio régionale de Relizane. La wilaya de Relizane compte un cheptel de plus de 18.000 têtes bovines, dont plus de 15.000 vaches laitières, selon l'inspection vétérinaire.

MEDEA

RISQUES D'INCENDIES

Des actions préventives contre les incendies en zones forestières

Des actions préventives sont menées à l'intérieur et aux abords des zones forestières de la wilaya de Médéa pour réduire les risques de propagation d'incendies, a-t-on appris, mardi, auprès de la Conservation des forêts.

Ces actions portent sur le nettoyage et le désherbage des accotements du réseau routier local qui longe les zones forestières, les sites d'implantations des ouvrages électriques et de téléphonie mobile et près des décharges publiques, a fait savoir la cheffe du service de protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts, Khadidja Dehilis. Elle a indiqué, dans ce contexte, que plus de dix kilomètres d'accotement des routes situées à l'intérieur ou à proximité des zones boisées ont été nettoyés par les services de la direction locale des Travaux publics et des communes. L'opération d'entretien devrait toucher, dans le cadre de ce dispositif préventif, pas moins de 260 km, en plus des 35 km de pistes forestières qui vont être également ciblées par cette action, a-t-elle précisé. En outre, plus de seize hectares de terrains agricoles traversés par des lignes électriques de haute tension ont été nettoyés par les agents de la Société algérienne de gestion du réseau de transport de l'électricité (GRTE) pour éviter tout départ de feux susceptible de survenir en cas de chute de câbles électriques et de protéger aussi les ouvrages électriques, a ajouté Mme Dehilis. La responsable a poursuivi que des opérations de nettoyage des abords des décharges publiques sont en cours à travers les communes où il est prévu le traitement

de plus de 16 hectares dans les alentours de ces sites afin d'empêcher la propagation de feux pouvant être provoqués involontairement. Le secteur de l'agriculture est également impliqué dans ces actions préventives avec la réalisation de travaux de labours des parcelles agricoles situées à la lisière des zones forestières, a-t-elle relevé. A noter que des cartes de surveillance et d'intervention des zones forestières ont été élaborées dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt pour l'année 2026. Ces cartes sont destinées à «mieux organiser les opérations de lutte contre les incendies de forêts, une maîtrise rapide des départs de feux, et une meilleure coordination entre les différentes parties impliquées dans ce dispositif», a expliqué Mme Dehilis.

Ces cartes répertorient les postes de vigie (postes d'observation), les lieux de stationnement des unités mobiles de la Conservation des forêts, les points d'intervention de la Protection civile, un schéma du réseau routier local, les pistes forestières, les tranchées pare-feu et les points d'eau (bassins-retenus) devant servir à l'extinction des incendies, a-t-elle détaillé. Les infrastructures et les habitations situées à proximité des zones forestières figurent également dans ces cartes, permettant ainsi de mieux sécuriser ces biens et les résidents en cas d'incendie, a relevé la responsable.

EL TARF

Lancement prochain de travaux de renforcement de la RN 16

Des travaux portant sur le renforcement de route nationale (RN) 16, voie express dédoublée reliant sur 9,2 km la commune de Dréan (El Tarf) aux limites administratives de la wilaya de Guelma, seront «bien-tôt» lancés, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction des travaux publics (DTP). Le chef du service de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier, Aziz Sol-tani, a précisé que les travaux qui concernent une seconde tranche de 9,2 km, seront entamés «début mai prochain», moyennant un investissement public de 500 millions de dinars consenti dans le cadre du programme de renforcement des routes nationales au titre de l'exercice 2026. Les travaux de renforcement permettront, une fois achevés, d'assurer la sécurité des usagers de la route et de faciliter les déplacements des citoyens, selon le même responsable qui a rappelé que la 1ère tranche de 8 km, entre Chebaïta-Mokhtar et Dréan, lancée début avril pour un montant de 300 millions de dinars, a été réceptionnée.

SOUK AHRAS

Plus de 12 milliards de dinars pour le développement local

La wilaya de Souk Ahras a bénéficié d'une enveloppe financière de 12,836 milliards de dinars destinée à soutenir le développement de cette région durant l'exercice 2026, a indiqué, mardi, le secrétaire général de la wilaya, Benzair Bouderbala. Le même responsable a précisé que ces moyens financiers, puisés du programme d'investissement public de l'Etat et du programme d'appui au développement socio-économique

des communes, permettront la concrétisation de 82 opérations de développement dont l'objectif consiste à réaliser un développement équilibré et durable des différentes collectivités de la wilaya. M. Bouderbala a ajouté que ces opérations de développement couvrent de nombreux secteurs tels que l'éducation, la santé, l'habitat, les travaux publics, le transport, l'hydraulique, l'agriculture, la jeunesse et les sports, la culture et la justice. Selon le SG de la wilaya,

les procédures administratives, juridiques et pratiques relatives à la mise en œuvre de ces programmes sont actuellement en cours, notamment en ce qui concerne le choix des terrains d'implantation des projets retenus. Il a également indiqué que les différentes démarches liées à l'établissement des cahiers des charges, aux marchés et au choix des entreprises de réalisation ont été finalisées en prévision du lancement des travaux.

Djelfa

Mise en service de deux centres d'enfouissement technique

Les communes d'Aïn Oussara et d'Aïn Maabed, au nord de Djelfa, ont été dotées de deux (2) nouveaux centres d'enfouissement technique (CET) des déchets, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de l'Environnement. Ces infrastructures, réalisées dans le cadre du programme complémentaire de développement pour une enveloppe de 1,2 milliard DA, ont été partiellement mises en service cette semaine,

par le wali Djahid Mous. L'opération s'inscrit dans une démarche anticipative visant à endiguer le phénomène des dépôts anarchiques des ordures, en raison de la saturation des décharges publiques contrôlées, et à assurer un traitement conforme des déchets ménagers dans le respect des normes environnementales. Le CET d'Aïn Oussara permettra de prendre en charge une importante quantité de déchets de la commune, tandis que celui d'Aïn Maabed, réalisé sur une

surface de plus de 27 hectares à la sortie-ouest de la ville, desservira les communes de la daïra de Hassi Bahbah. Ces deux structures sont de nature à contribuer à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, au développement de l'économie verte et à la promotion du tri des déchets ménagers et assimilés, de la récupération et du recyclage des déchets, tout en favorisant la fermeture progressive des anciennes décharges saturées, selon la même source.

Jardinage urbain

Une pratique de plus en plus répandue

PAR AMEL B

Dans les villes du monde entier, le jardinage urbain n'est plus un simple loisir de balcon, mais une pratique désormais ancrée dans les réalités contemporaines. À mesure que les espaces urbains se densifient et que les préoccupations sanitaires, alimentaires et environnementales s'intensifient, cultiver en ville s'impose comme une alternative crédible et accessible. Sur les toits, dans les cours d'immeubles ou le long des façades, la végétation reprend discrètement sa place, portée par une volonté croissante de produire localement et de mieux vivre en milieu urbain.

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), près de 800 millions de citoyens participent déjà à des formes d'agriculture urbaine, contribuant jusqu'à 15 à 20 % de la production alimentaire mondiale selon certaines estimations. Cette dynamique, longtemps marginale, s'est progressivement institutionnalisée dans de nombreuses politiques publiques. L'exemple le plus emblématique reste celui de Cuba, où les « organopónicos » ont permis, après la crise économique des années 1990, de couvrir une part significative des besoins en légumes urbains, atteignant jusqu'à 50 % dans certaines zones de La Havane. Au-delà de la production alimentaire, les bénéfices environnementaux sont désormais bien établis : baisse locale des températures urbaines, parfois de 1 à 3 °C, amélioration de la gestion des eaux pluviales et renforcement de la biodiversité en milieu dense. Une étude de l'Université de Sheffield a notamment montré que les jardins urbains peuvent accueillir une diversité de pollinisateurs comparable à celle de milieux ruraux, un enjeu crucial face au déclin global des insectes. Mais cette transformation ne se limite pas à l'écologie. Sur le plan social, les jardins urbains deviennent des espaces de cohésion, favorisant les échanges, l'inclusion et la résilience des quartiers, notamment dans les zones défavorisées. Dans des villes comme Alger, où l'urbanisation progresse rapidement, ces initiatives émergent sur les toits et dans les espaces collectifs, même si elles restent encore dispersées. Parallèlement, le jardinage urbain s'impose

Le jardinage urbain dépasse le simple loisir pour devenir un levier de sécurité alimentaire, de santé publique et de résilience urbaine. Dans des villes comme Alger, où l'urbanisation progresse rapidement, ces initiatives émergent sur les toits et dans les espaces collectifs, même si elles restent encore dispersées. Au-delà de la production alimentaire, le jardinage urbain agit directement sur la santé : réduction du stress, amélioration de l'activité physique, prévention des maladies chroniques et renforcement du bien-être mental.



aussi comme un levier de santé publique. Activité physique modérée, il contribue à réduire les risques de maladies cardiovasculaires, de diabète de type 2 et d'obésité. Il est également associé à une baisse du stress et à une amélioration du bien-être mental, notamment grâce au contact direct avec la nature en milieu urbain. Jardins partagés et potagers collectifs jouent aussi un rôle dans la lutte contre l'isolement social, tandis que la consommation accrue de produits frais participe à une meilleure qualité alimentaire.

Cependant, cette dynamique reste fragile. L'accès au foncier urbain, la pollution des sols et les contraintes liées à l'eau constituent des freins majeurs. Le défi actuel est donc de passer d'initiatives isolées à une stratégie urbaine intégrée. Car derrière les jardinières improvisées comme les projets high-tech, c'est une transformation plus profonde du modèle urbain qui se dessine : celle d'une ville qui ne se contente plus de consommer, mais qui recommence à produire, à respirer et à soigner.

Sidi Bel-Abbès

Engouement remarquable pour le Salon de l'Artisanat

Le Salon culturel de l'artisanat et des métiers du patrimoine, organisé au centre-ville de Sidi Bel-Abbès, connaît un engouement remarquable de la part des citoyens, dans le cadre de la célébration du Mois du Patrimoine (18 avril - 18 mai) placé sous le slogan « Notre patrimoine, notre civilisation ». Le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, Abdelhak Ameer Berhou, a précisé que ce rendez-vous culturel, ouvert par la rue de la « Mactaa1 », constitue une véritable passerelle de communication entre les artisans et le public, soulignant que la pérennité de telles manifestations s'inscrit dans les efforts visant à préserver et à promouvoir le patrimoine culturel matériel.

Il a ajouté que le secteur de la Culture et des Arts, en coordination avec divers partenaires, veille à assurer les conditions optimales au

profit des artisans venus de 25 wilayas, afin de leur permettre de mettre en valeur leurs compétences techniques et de faire découvrir aux jeunes générations la richesse de la civilisation algérienne incarnée par les divers métiers traditionnels. De leur côté, les artisans participants au salon ont apprécié cette initiative, qui leur offre des opportunités d'échange d'expériences et de commercialisation de leurs produits. Khadidja (Tizi Ouzou), spécialiste des bijoux traditionnels, a souligné que l'exposition constitue un espace motivant qui reflète la prise de conscience des familles quant à l'importance de valoriser le produit artisanal. Mohamed (Constantine), spécialiste de la dinanderie, a affirmé que la participation à ces événements est un « message de fidélité aux ancêtres », soulignant que l'octroi d'espaces d'exposition encourage les artisans à poursuivre leur activité face aux défis de la moder-

né. Le salon voit la participation d'environ 40 artisans exposant divers produits tels que la poterie, le textile et les habitudes traditionnelles. Cette manifestation est accompagnée d'ateliers artistiques et littéraires organisés par des institutions culturelles, notamment la Maison de la Culture « Kateb Yacine » et la Bibliothèque Principale « Mohamed El Kabbati ». L'ambiance est rehaussée par des troupes folkloriques, à l'image de la danse « Alaoui » et des salves de baroud, ainsi que par la présentation de plats traditionnels par les associations participantes, faisant du site une destination privilégiée pour les familles. A noter que le salon ouvre ses portes quotidiennement aux visiteurs. Le programme des jours à venir prévoit des séminaires sur les mécanismes de promotion de l'artisanat et le renforcement de sa contribution à l'économie culturelle.

États-Unis

Une IA peut désormais prescrire des médicaments à la place des psychiatres

Une startup californienne délivre désormais des prescriptions médicales par IA pour renouveler des antidépresseurs et des anxiolytiques dans l'Utah. Elle a obtenu cette autorisation dans le cadre d'un programme pilote d'un an. Des experts médicaux mettent en garde contre les dérives d'un système opaque et non testé à grande échelle. Les prescriptions médicales par IA font leur entrée en psychiatrie aux États-Unis. Une startup californienne a obtenu l'autorisation de renouveler des ordonnances via un chatbot, sans médecin. Ce programme pilote d'un an, lancé dans l'Utah, est une première mondiale. Legion Health, basée à San Francisco, propose depuis début avril 2026 un abonnement à 19 dollars par mois. Il permet aux patients de renouveler leurs ordonnances via un chatbot. Le dispositif couvre 15 médicaments à faible risque, dont la fluoxétine (Prozac) et la sertraline (Zoloft). Le système repose sur des critères stricts. Seuls les patients stables, non hospitalisés pour raisons psychiatriques dans l'année, peuvent y accéder. Le chatbot ne peut renouveler que des médicaments déjà prescrits par un médecin humain. Il ne peut ni modifier les doses ni établir de nouvelles ordonnances. Selon Futurism, les psychiatres Brent Kious, de l'université de médecine de l'Utah, et John Torous, directeur de la psychiatrie numérique à Harvard Medical School, alertent tous deux sur les limites du système. Torous estime que ces médicaments nécessitent une gestion active et une attention médicale soutenue. Kious redoute, lui, une épidémie de surtraitement. L'Utah n'en est pas à son premier essai. En janvier 2026, l'État avait déjà autorisé une autre startup, Doctronic, à renouveler des ordonnances pour des maladies chroniques courantes. L'expérience a rapidement tourné court. D'après une analyse publiée par Mindgard, des chercheurs en cybersécurité ont réussi à manipuler le chatbot en quelques semaines à peine. Le système a ainsi recommandé la méthamphétamine comme traitement, diffusé des théories complotistes sur les vaccins et triplé la dose d'un opioïde puissant. Ces failles révèlent une vulnérabilité fondamentale des systèmes d'intelligence artificielle appliqués à la médecine. Les chatbots peuvent être trompés par des patients qui répondent de façon inexacte pour obtenir un renouvellement plus rapide. Un médecin humain, lui, peut lire entre les lignes et détecter ces incohérences. Le chatbot, non. Legion Health affirme tirer les leçons du passé. La startup s'est engagée à transmettre des rapports mensuels aux autorités sanitaires de l'Utah et à impliquer des pharmaciens dans le processus de renouvellement. Son cofondateur et président, Arthur MacWaters, présente l'Utah comme un terrain d'expérimentation avant un déploiement national prévu avant la fin 2026.

SOMALIE 33 TERRORISTES SHEBAB NEUTRALISÉS

Les forces de sécurité somaliennes ont mené mardi une série d'opérations à Guulane, dans la région du Moyen-Shabelle, éliminant au moins 33 terroristes Shebab et détruisant les infrastructures clés du groupe, a rapporté l'agence de presse somalienne Sonna. L'opération, menée par l'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA) avec des partenaires internationaux, ciblait des sites où des terroristes Shebab se regroupaient et planifiaient des attaques. Lors d'une première frappe, les forces de sécurité ont visé une maison, éliminant au moins 15 terroristes et détruisant les lieux. Des opérations de suivi à Guulane ont permis d'éliminer plus de 18 autres terroristes et de détruire un véhicule blindé utilisé pour le transport. Les autorités ont indiqué que l'action était fondée sur des renseignements selon lesquels environ 90 terroristes s'étaient rassemblés pour lancer des attaques, ajoutant que l'opération avait considérablement réduit la menace immédiate.

JAPON CRAINTE D'UN SÉISME « MAJEUR » ET LEVÉE DE L'ALERTE AU TSUNAMI

Le Japon a mis en garde lundi contre un risque accumulé d'un séisme «majeur», de magnitude égale ou supérieure à 8,0 après une violente secousse de magnitude 7,4 qui a frappé le nord du pays donnant lieu à une alerte au tsunami, levée quelques heures plus tard. L'Agence météorologique japonaise (JMA), avait émis une alerte au tsunami prévoyant des vagues pouvant atteindre trois mètres. Cependant, cette alerte a été levée, évoquant un risque de vagues d'un mètre seulement, avant d'être remplacée par de simples appels à la vigilance sur l'immense côte nord-est du Pacifique. Ces alertes ont finalement été levées vers minuit, heure locale (15H00 GMT), selon l'agence Kyodo. Aucun grave blessé ni dégâts importants n'ont été signalés dans l'immédiat, a déclaré le porte-parole du gouvernement, Minoru Kihara, lors d'une conférence de presse peu après le séisme. Dans la foulée, la JMA a mis en garde contre le risque de répliques, estimant que la probabilité qu'un nouveau et puissant séisme majeur se produise (...) est considérée comme relativement plus élevée qu'en temps normal. Le Japon se trouve à la jonction de quatre grandes plaques tectoniques, sur la bordure occidentale de la «ceinture de feu» du Pacifique, et figure parmi les pays les plus actifs au monde d'un point de vue sismique. L'archipel subit quelque 1.500 secondes chaque année. La grande majorité est légère.

USA

Un procureur ouvre une enquête criminelle sur ChatGPT, en lien avec des tirs mortels

Le procureur de Floride James Uthmeier a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête criminelle sur OpenAI et ChatGPT, pour faire la lumière sur le rôle que pourrait avoir joué l'interface d'intelligence artificielle (IA) dans une attaque mortelle en avril 2025.



Le procureur de Floride James Uthmeier a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête criminelle sur OpenAI et ChatGPT, pour faire la lumière sur le rôle que pourrait avoir joué l'intelligence artificielle (IA) dans une attaque mortelle en avril 2025. Selon des éléments recueillis par les services du procureur, l'étudiant de l'université de Florida State, a échangé avec ChatGPT avant de tirer sur plusieurs personnes sur le campus, faisant deux morts et six blessés. Lors d'une conférence de presse, le procureur a expliqué que ChatGPT avait «donné des indications significatives au tireur avant qu'il ne commette ce crime haineux». Le robot conversationnel a notamment formulé des suggestions quant à l'arme et aux munitions adaptées, ainsi qu'au moment et aux endroits propices pour toucher le plus de personnes possible. Sur la base de ces éléments, «mes enquêteurs m'ont dit que si cette chose de l'autre côté de l'écran (ChatGPT) était une personne, nous l'inculperions pour homicide», a-t-il dit. OpenAI a fait valoir que «ChatGPT n'était pas responsable de ce crime affreux» et que l'interface s'était contentée de produire des «réponses factuelles» aux demandes de l'étudiant dont le procès doit débuter en octobre. OpenAI dit travailler de longue date au renforcement de ses garde-fous pour «détecter une intention dangereuse» et «répondre de manière appropriée en

cas de risque pour la sécurité» des personnes. L'enquête annoncée mardi ne préjuge pas d'éventuelles poursuites contre OpenAI ou certains de ses membres. Pour rappel, plusieurs incidents ont déjà mis en cause ChatGPT dans des interactions problématiques, soulevant des interrogations récurrentes sur les limites, les garde-fous et la responsabilité des systèmes d'intelligence artificielle lorsqu'ils sont utilisés dans des contextes sensibles ou à risque. Il y a un an, les parents d'un adolescent californien de 16 ans qui s'est suicidé ont porté plainte contre OpenAI, accusant son assistant IA ChatGPT d'avoir fourni à leur fils des instructions détaillées pour mettre fin à ses jours et d'avoir encouragé son geste. «Ce drame n'est pas un bug ou un cas imprévu», selon la plainte. «ChatGPT fonctionnait exactement comme conçu : il encourageait et validait en permanence tout ce qu'Adam exprimait, y compris ses pensées les plus dangereuses et autodestructrices, d'une manière qui paraissait profondément personnelle.» Les parents ont expliqué que leur fils Adam avait commencé à utiliser ChatGPT pour l'aider à faire ses devoirs avant de développer progressivement une «dépendance malsaine». La plainte cite des extraits de conversations où ChatGPT aurait affirmé à l'adolescent «tu ne dois la survie à personne» et proposé de l'aider à rédiger sa lettre d'adieu.

INCENDIE AUX PHILIPPINES

Plusieurs maisons détruites et plus de 300 personnes déplacées

Un incendie a ravagé un quartier densément peuplé aux Philippines, détruisant plusieurs maisons et laissant plus de 300 personnes sans abri, ont rapporté mercredi des médias locaux. Le feu, qui s'est déclaré mardi soir dans la zone de Barangay à Bacolod City, dans la province du Negros occiden-

tal, a touché les habitants de Purok Ramon Mag-saysay Dawis, selon Inquirer.net, citant Richelle Verdeprado-Mangga, responsable du Département des services sociaux et du développement de la ville. Au moins 103 familles, soit 307 personnes, ont été contraintes de quitter leur domicile. Les premières évaluations indiquent que 27

maisons ont été détruites et 10 autres endommagées, mais les autorités précisent que le bilan pourrait encore évoluer. Des équipes d'intervention d'urgence ont été déployées pour aider les familles touchées, dont beaucoup ont été transférées temporairement dans des centres d'évacuation.

Royaume-Uni

Hausse de l'inflation à 3,3% en mars

Le taux d'inflation au Royaume-Uni a grimpé à 3,3% sur un an en mars, contre 3% en février, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques (ONS), dopé par l'envolée des prix des hydrocarbures dans le pays. L'accélération de l'inflation, en ligne avec les attentes des économistes, s'explique «largement par la hausse des prix des carburants, qui ont connu leur plus forte progression en près de trois ans», ont expliqué les économistes de l'ONS. Le pays n'est pas le seul à voir l'inflation accélérer. Les Etats-Unis ont vu l'indice des prix à la consommation (CPI) bondir de 3,3% en mars (contre 2,4% en février). En zone euro, il a augmenté de 2,6% (contre 1,9% le mois précédent). Au Royaume-Uni, où l'économie avait pourtant semblé amorcer un redressement en début d'année, la hausse des prix a poussé le gouvernement à notamment annoncer mardi une réforme pour éviter que la hausse des prix du gaz n'influe de manière démesurée sur ceux de l'électricité, en favorisant les énergies renouvelables. Le Royaume-Uni reste pourtant l'un des rares pays occidentaux à n'avoir pas encore annoncé de nouvelles mesures de soutien direct aux ménages face à la hausse des prix à la pompe. Un gel d'une taxe sur les carburants, déjà en place depuis plusieurs années et régulièrement reconduit, doit en principe être supprimé progressivement à partir de septembre.

SOUDAN DU SUD LES ÉLECTIONS MAINTENUS EN DÉCEMBRE

Le Soudan du Sud organisera bien en décembre prochain les premières élections depuis la création du pays en 2011, a assuré, mardi, le gouvernement. «Les élections doivent se tenir fin 2026, sans nouveau délai», a indiqué le ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, Ateny Wek Ateny, lors d'une conférence de presse, ajoutant que «quand les élections se tiendront en décembre 2026, le pays ira vers la paix». Ces élections sont cruciales en raison notamment de l'instabilité enregistrée dans plusieurs parties du Soudan du Sud, théâtre depuis son indépendance d'une série de conflits meurtriers. Il connaît ces dernières semaines une recrudescence des combats entre forces gouvernementales et milices d'opposition. Outre les violences, le Soudan du Sud est en proie à la pauvreté, aggravée par les importantes coupes de l'aide internationale depuis un an.

VENEZUELA 5 MORTS LORS D'UNE MUTINERIE DANS UNE PRISON

Au moins cinq détenus sont morts lors d'une mutinerie dans la prison de haute sécurité de Yaré, à 70 km au sud de Caracas, a annoncé mardi le ministère des Services pénitentiaires du Venezuela. Lundi, «une rixe» à Yaré III «entre personnes privées de liberté, qui a dégénéré en mutinerie (...), a eu pour conséquence le décès de cinq personnes privées de liberté», a indiqué le ministère dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux. La prison de Yaré est composée de trois établissements : Yare I, II et III.

Classement féminin FIFA

L'Algérie à la 73e place

La sélection algérienne de football a conservé le 73e rang au classement mondial de la FIFA du mois d'avril, publié mardi par l'instance internationale féminine sur son site officiel.

Le onze féminin reste sur deux défaites concédées la semaine dernière en amical face à l'Afrique du Sud : 1-0 puis 2-0, dans le cadre d'un stage effectué à Durban en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026 (25 juillet - 16 août).

Pour rappel, la sélection algérienne féminine de football avait disputé deux rencontres amicales début mars au Caire (Egypte) contre son homologue égyptienne, remportées 3-0 et 3-2.

Les joueuses du sélectionneur Farid Benstiti, avaient validé leur ticket pour la phase finale de la CAN2026, après leur victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1) à Oran et 1-0 à Douala en octobre 2025.

Au niveau africain, le Nigéria champion d'Afrique à 10 reprises en 13 éditions, a progressé d'une place au classement (36e mondial) avec 1602,04 points, devant l'Afrique du Sud (58e, -3 places), qui perd trois places, et le Ghana (59e, +3 places).

Dans le haut du classement de la Fifa, l'Espagne a conservé sa première place (2083,09 pts), devant les Etats-Unis (2e, 2054,65) et l'Angleterre (3e, 2038,72).

Le prochain classement sera publié le 16 juin prochain.



Coupe d'Algérie

Le CRB et l'USMA en ballotage favorable

Le tableau final proposera une confrontation entre le CR Belouizdad et le CS Constantine, duel entre deux formations de l'élite en quête de rachat, tandis que l'USM Alger se déplacera à Batna pour croiser le fer avec un CA Batna ambitieux et libéré de toute pression. Deux affiches aux profils différents, mais un même objectif pour les quatre protagonistes : décrocher un billet pour la grande finale et continuer à rêver d'un sacre national.

Pour le CR Belouizdad, cette demi-finale s'apparente à un véritable tournant. Après une élimination amère en Coupe de la CAF et l'abandon prématuré de toute ambition en championnat, la Coupe d'Algérie représente désormais la seule voie possible pour éviter une saison sans relief. Au sein du groupe belouizdadi, le message est clair : il n'y a plus de droit à l'erreur. La moindre défaillance serait synonyme d'un exercice totalement manqué, tandis qu'une qualification relancerait la dynamique et redonnerait un sens à une saison compliquée. Cette pression, bien réelle, agit toutefois comme un facteur de mobilisation. Les joueurs savent qu'ils jouent gros et semblent déterminés à répondre présents. Le staff technique, emmené par Salim Sebaâ, qui assure l'intérim depuis le départ de Ramovic et devrait mener l'équipe jusqu'à la fin de la saison, s'attelle à préparer le groupe avec rigueur, tant sur le plan physique que mental. Fort de son riche palmarès en Coupe d'Algérie, avec neuf trophées remportés, le CRB veut capitaliser sur son vécu et son statut pour rallier une nouvelle finale et réaffirmer son poids dans cette compétition.

Le CSC mise sur son public et son terrain

De son côté, le CS Constantine aborde ce rendez-vous avec une motivation similaire. Les Constan-

Vendredi soir, la Coupe d'Algérie de football, catégorie seniors, entrera dans sa phase décisive avec la tenue des demi-finales, deux rendez-vous majeurs où l'enjeu dépasse largement le simple cadre sportif.



tinois savent que la Coupe d'Algérie constitue leur ultime chance de sauver une saison en demi-teinte, d'autant plus que les perspectives de terminer dans le haut du classement de la L1 Mobilis se sont considérablement amenuisées. Déterminés à aller le plus loin possible, les coéquipiers du capitaine Dib comptent sur l'avantage du terrain et sur l'appui de leur public au stade Hamlaoui pour faire la différence. Le coach Lassaâd Dridi insiste particulièrement sur l'aspect psychologique, conscient que son équipe devra faire preuve de caractère face à un adversaire habitué aux grands rendez-vous. Le fait d'avoir pu s'entraîner sur la pelouse même qui accueillera la rencontre constitue un atout supplémentaire pour le CSC. Prévue à partir de 21 heures, cette demi-finale sera dirigée par l'arbitre Bouab, assisté de Ghazli et Boukhatem, dans une atmosphère qui s'annonce intense et électrique. L'autre demi-finale du jour mettra aux prises le CA Batna et l'USM Alger,

dans une confrontation qui semble déséquilibrée sur le papier. Pensionnaire de la Ligue 2 (groupe Centre-Est), le club des Aurès s'apprête à recevoir une formation usmiste au vécu continental affirmé. Pour autant, le CA Batna ne compte pas se contenter d'un rôle secondaire. Engagé dans une lutte acharnée pour l'accession en Ligue 1, actuellement deuxième à un point du leader, le CAB reste sur une victoire rassurante face à la JS Bordj Menaiel et aborde cette demi-finale avec un moral au beau fixe. Portés par leur public au stade du 1er Novembre, les Batnéens veulent jouer pleinement leur chance dans cette compétition populaire et rêvent d'atteindre la deuxième finale de Coupe d'Algérie de leur histoire. La mission s'annonce difficile, mais l'enthousiasme, l'audace et l'absence de pression pourraient bien jouer en leur faveur face à un adversaire attendu au tournant.

H.M.

Ligue 1 Mobilis (mise à jour/ 18e journée)

Le MCA renverse l'ESBA et se rapproche du titre

Au bout du suspense, le MC Alger a arraché une victoire sur le fil face à l'ES Ben Aknoun 3-2 (mi-temps : 0-1), mardi au stade du 20-août 1955, pour le compte de la mise à jour de la 18e journée de la Ligue 1 Mobilis de football. Les joueurs de l'ESBA ont ouvert le score grâce à une tête de Lekhal (14e). La réaction des Vert et Rouge n'a pas été tran-

chante, ratant l'occasion d'égaliser avant la pause. La seule occasion franche a été l'œuvre de Zakaria Naïdji, dont le coup franc direct a heurté le poteau. Au retour des vestiaires, les coéquipiers d'Aymen Bouguerra, sont revenus avec des intentions offensives, ce qui leur a permis de remettre les pendules à l'heure sur un joli tir en pleine surface de Ferhat (50'). Loin d'être rassurante, en l'absence des deux défenseurs axiaux : Ayoub Abdellaoui et Ayoub Ghezala, suspendus, la défense du «Doyen» a été de nouveau pris à défaut. Libre de tout marquage, Adil Djabout a redonné l'avantage à l'Etoile (57'). Alors que le match se dirigeait vers un succès de l'ESBA, Ferhat a surgi pour conclure un beau mouvement collectif et égaliser

dans le temps additionnel (90'+1), avant que le rentrant, Sofiane Bayazid, n'offre une victoire inespérée au Doyen dans les dernières secondes (90'+5). Le MCA se rachète ainsi après la défaite concédée jeudi dernier en déplacement face au CS Constantine (2-0), alors que l'ESBA retombe dans ses travers et concède une défaite, après le succès remporté le 10 avril à la maison face à l'ASO Chlef (2-1). A la faveur de cette victoire, le MCA conforte sa place de leader avec 58 points (et un match en moins), à onze longueurs sur son dauphin, la JS Saoura (47 pts), alors que l'ESBA, dirigée sur le banc par Mounir Zeghdoud, stagne à la 6e place avec 38 points et un match en moins.

L-2/Amateurs 28e journée

Statu quo en tête du classement

La 28e journée du Championnat de la Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Est, disputée mardi, a été marquée par la confirmation du leader l'US Biskra, grand vainqueur devant la lanterne rouge HB Chelghoum Laïd (6-0), au moment où les autres prétendants à l'accession ont répondu présent en maintenant un statu quo dans le haut du tableau, à deux journées de la fin de la compétition. Dans la lutte à distance pour la montée directe en Ligue 1, l'US Biskra a confirmé la précieuse victoire de la journée précédente en battant le HB Chel-

ghoum Laïd (6-0), consolidant ainsi sa première place avec 58 points. Le CA Batna reste cependant au contact après sa large victoire face à la JS Bordj Menaiel (5-0), conservant la deuxième place avec 57 points. Derrière le duo de tête, l'US Chaouia a signé une performance importante en déplacement face au MO Constantine (3-1), confirmant ses ambitions avec 56 points. Le MO Bejaia a également répondu présent en s'imposant à domicile contre l'AS Khroub (1-0), totalisant le même nombre de points que l'US Chaouia, dans une lutte serrée et indécise pour les places d'accession et

de barrages. Dans le haut du tableau, la JSD Jijel a remporté le duel face à l'USM Annaba (1-0), portant son capital à 51 points et restant en embuscade dans la course au podium, tandis que son adversaire décroche à 48 points. En milieu de classement, le NC Magra s'est incliné sur le terrain de l'IB Khemis El Khechna (2-1), une victoire précieuse pour les locaux dans la course au maintien. Le NRB Teleghma et le NRB Béni Oulbane se sont neutralisés (1-1), sans réel avantage au classement pour les deux formations. Dans les matchs du bas de tableau, le CR Béni Thour et le MSP Batna se

sont quittés dos à dos (0-0), tandis que la JS Bordj Menaiel a lourdement chuté à Batna face au CAB local (5-0), compliquant davantage sa situation. Le HB Chelghoum Laïd, déjà relégué en bas de classement, a subi une nouvelle défaite lourde face au leader et reste lanterne rouge avec seulement 3 points, alors que l'IB Khemis El Khechna (21 pts) demeure sous pression. Au classement, l'US Biskra (58 pts) conserve la tête, devant le CA Batna (57 pts), tandis que l'US Chaouia et le MO Bejaia (56 pts chacun) complètent un quatuor de tête toujours sous forte pression.

Mexique

Rafael Marquez sera le prochain sélectionneur

L'ancien défenseur mexicain du FC Barcelone, Rafael Marquez, sera nommé à la tête de la sélection mexicaine de football, après la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet), a annoncé le directeur des sélections nationales de la Fédération mexicaine, Duilio Davino.

Le «Kaiser de Michoacan» aux 147 sélections avec le Mexique, qui a cinq Coupes du monde avec la «Tri» (2002, 2006, 2010, 2014 et 2018) dont quatre comme capitaine, est actuellement adjoint de la sélection depuis que Javier Aguirre a pris les commandes en août 2024 jusqu'au Mondial nord-américain.

«Son contrat est signé», a déclaré lundi Davino lors d'un entretien sur Fox Sports avec l'ex-footballeur chilien Fabián Estay. L'objectif de Marquez sera de mener la sélection mexicaine à la Coupe du Monde 2030.

«En tant qu'adjoint, en tant qu'entraîneur, il est comme il était comme joueur : il se métamorphose dans le vestiaire», a souligné Davino à propos de Marquez, 47 ans aujourd'hui avec derrière lui une riche carrière de joueur de 1996 à 2018.

En tant que joueur, Marquez a gagné la Ligue des champions en 2006 et 2009 et quatre fois la Liga avec le Barça. Il est également champion de France avec l'AS Monaco (2000). Avec le Mexique, il a remporté la Coupe des confédérations (1999) et a été finaliste de la Copa América (2001).



PREMIER LEAGUE

Le paradoxe de Tottenham !

Des dépenses colossales en transferts, l'un des effectifs les plus chers au monde, un titre européen conquis il y a un an, un excellent départ en championnat... Et pourtant, le club londonien Tottenham Hotspur se dirige tout droit vers la relégation.



A titre d'avertissement, ce texte regorge de chiffres, mais ils sont indispensables pour mesurer l'ampleur des investissements réalisés par Tottenham Hotspur. En trois ans, le club a investi 726 millions d'euros en recrutements, un montant surpassé seulement par Chelsea et Manchester City en Angleterre. Après déduction des recettes de transferts, le solde net atteint -466 millions, deuxième plus fort déficit derrière Arsenal. L'été dernier, Tottenham a encore injecté 266 millions dans son effectif. Ces dépenses colossales font de l'effectif des Spurs l'un des plus onéreux de la planète. D'après la plateforme spécialisée Transfermarkt, la valeur marchande globale de ses joueurs atteint actuellement 803 millions d'euros. Seuls huit clubs, dans le

monde, affichent une cote supérieure. En Allemagne, seul le Bayern Munich, évalué à 969 millions, devance Tottenham. Malgré tout, les Spurs risquent bel et bien la relégation de Premier League. Selon Transfermarkt, le record de valeur pour un club relégué est détenu par Leicester City, évalué à 444 millions d'euros lors de la saison 2022/23 – soit un peu plus de la moitié de la valeur actuelle de Tottenham. Les Foxes, champions en 2016, ont ensuite chuté jusqu'en troisième division. A cinq journées de la fin, Tottenham pointe à deux points de la 17e place, synonyme de maintien, occupée par West Ham United. Un écart minime, mais crucial pour des Spurs en pleine crise. Leur dernière victoire en Premier League remonte au 28 décembre dernier, face à Crystal Palace. Depuis, le club londonien reste englué dans

une série de quinze matchs sans succès et a déjà changé deux fois d'entraîneur.

Egaler un record négatif vieux de 91 ans

Le Danois Thomas Frank a été limogé en février, son successeur, le Croate Igor Tudor, n'a tenu que 44 jours, et il a récemment été remplacé par l'Italien Roberto De Zerbi. Lors de son deuxième match sur le banc, face à Brighton & Hove Albion samedi, la fin de cette série noire semblait enfin en vue. Mais le défenseur autrichien Kevin Danso a commis une erreur décisive dans le temps additionnel, offrant l'égalisation 2-2. Danso a ensuite été victime d'une vague massive d'insultes racistes sur les réseaux sociaux, que le club a condamnées dans un communiqué. En cas de nouveau faux pas samedi prochain face aux Wolverhampton Wanderers, qui vaudrait aux Londoniens un 16e match sans victoire, le club égalerait un record négatif vieux de 91 ans. Il faut remonter à 1935 pour retrouver une aussi longue période d'infructuosité. Actuellement derniers du classement, les Wolves sont déjà relégués et représentent, sur le papier, l'adversaire le plus facile du reste du programme. Viendront ensuite les confrontations face aux équipes de tête, Chelsea et Aston Villa, puis contre Leeds United et, lors de la dernière journée, face à Everton. «Cette équipe est capable de remporter cinq matchs d'affilée», assure l'entraîneur De Zerbi, qui tente de maintenir un moral élevé et exige de ses joueurs qu'ils abordent chaque séance avec optimisme. «Vous devez venir à l'entraînement avec le sourire, sinon vous pouvez rentrer chez vous tout de suite», assène De Zerbi. «Je n'ai pas de temps à consacrer aux personnes négatives, aux joueurs tristes ou aux entraîneurs adjoints. Je n'aime pas les gens qui se plaignent et qui ont une pensée négative.» Tottenham ne compte pas parmi les clubs les plus titrés d'Angleterre, mais il appartient depuis toujours à l'élite nationale. Les Spurs ont été sacrés champions en 1951 et 1961 ; en tant que l'un des six membres fondateurs de la Premier League créée en 1992, ils n'ont jamais été relégués.

CHAMPION D'ANGLETERRE 2016

Leicester en 3e division

Leicester a subi mardi une deuxième relégation consécutive et jouera la saison prochaine en troisième division anglaise, dix ans après le sacre en Premier League des Foxes avec Riyad Mahrez, Jamie Vardy et N'Golo Kanté.

Le match nul 2-2 contre Hull City mardi à domicile envoie officiellement Leicester City en League One (D3), une division qu'il n'a fréquentée qu'une fois auparavant, au cours de l'exercice 2008-2009.

Avec 42 points, les Foxes ne peuvent plus mathématiquement dépasser l'actuel premier non reléguable Black-

burn Rovers (21e, 49 pts), à deux journées de la fin. Ils rejoignent Sheffield Wednesday, la lanterne rouge de Championship, reléguée dès le mois de février après avoir subi un retrait de dix-huit points au classement.

Leicester s'est lui vu retirer six points à cause d'infractions financières commises dans le passé. Mais même sans cela, sa saison a été particulièrement pénible avec onze victoires seulement en 44 journées, sous trois entraîneurs différents en comptant l'intérimaire Andy King.

Il s'agit d'une troisième relégation en quatre saisons pour le club du centre de l'Angleterre, descendu de Premier League en 2023 et 2025.

La chute est spectaculaire pour le champion d'Angleterre 2016, quart-de-finaliste de la Ligue des champions la saison suivante et lauréat de la Coupe d'Angleterre il y a cinq ans, face au Chelsea de Thomas Tuchel en finale de l'édition 2021.

A l'autre bout du classement, Coventry et son entraîneur Frank Lampard ont décroché le titre en Championship en battant Portsmouth (5-1) mardi, quatre jours après avoir assuré la montée en Premier League.

Millwall, deuxième, est assuré de disputer les barrages d'accession après sa victoire 3-1 mardi contre Stoke City.

ESPAGNE

Le Real Madrid n'abdique pas

Contrairement au sans-faute pour espérer rattraper son retard sur le FC Barcelone, le Real Madrid s'est relancé sous les sifflets de son public en Liga mardi face au mal classé Alavés (2-1) grâce à deux éclairs de Kylian Mbappé et Vinicius Junior.

Une semaine après son élimination en quarts de finale de la Ligue des champions contre le Bayern Munich, le géant espagnol (2e, 73 points) n'a pas brillé mais il a préservé un mince espoir d'éviter une saison blanche en revenant provisoirement à six longueurs du Barça (1er, 79 points), qui reçoit le Celta

Vigo (6e, 44 points) mercredi au Camp Nou. Bousculé sur sa pelouse du stade Santiago Bernabéu par le petit club basque, en lutte pour le maintien (17e, 33 points), le Real a fait la différence sur deux frappes lointaines de Mbappé (30e, 1-0) et Vinicius Junior (50e, 2-0), l'une déviée et l'autre parfaitement enroulée, pour renouer avec le succès après quatre rencontres de suite sans victoire. L'attaquant espagnol Toni Martínez, joueur le plus dangereux d'Alavés qui avait précédemment touché le poteau, a réduit l'écart dans le temps additionnel (90e+3, 2-1), poussant les supporters merengues à siffler leur propre équipe après une fin de match

chaotique.

Les deux éclairs de Mbappé et Vinicius avaient pourtant permis de masquer une première fois ces mêmes sifflets de l'exigeant public madrilène, jusqu'à l'entrée en jeu en deuxième période du milieu français Eduardo Camavinga, pris en grippe après son carton rouge lors du match retour face au Bayern (défaite 4-3).

Au niveau individuel, Mbappé, auteur de son 24e but de la saison en championnat, le premier depuis plus de deux mois, s'est rapproché d'un deuxième titre de «Pichichi», le meilleur buteur de Liga, ce qui ne suffira sûrement pas à sauver la saison du Real,

condamné à espérer une dégringolade miraculeuse du Barça dans la défense de son titre.

Plus tôt dans la soirée, l'Athletic Bilbao (9e, 41 points) s'est rapproché des places européennes en remportant le derby basque (1-0) face à Osasuna (10e, 39 points), malgré l'exclusion en fin de match du milieu de terrain Mikel Jauregizar.

En bas de tableau, Majorque (14e, 35 points) et Valence (13e, 36 points) se sont neutralisés (1-1) et restent en grand danger, avec seulement trois et quatre longueurs d'avance sur le premier reléguable Elche (18e)

LES MOTS CROISÉS

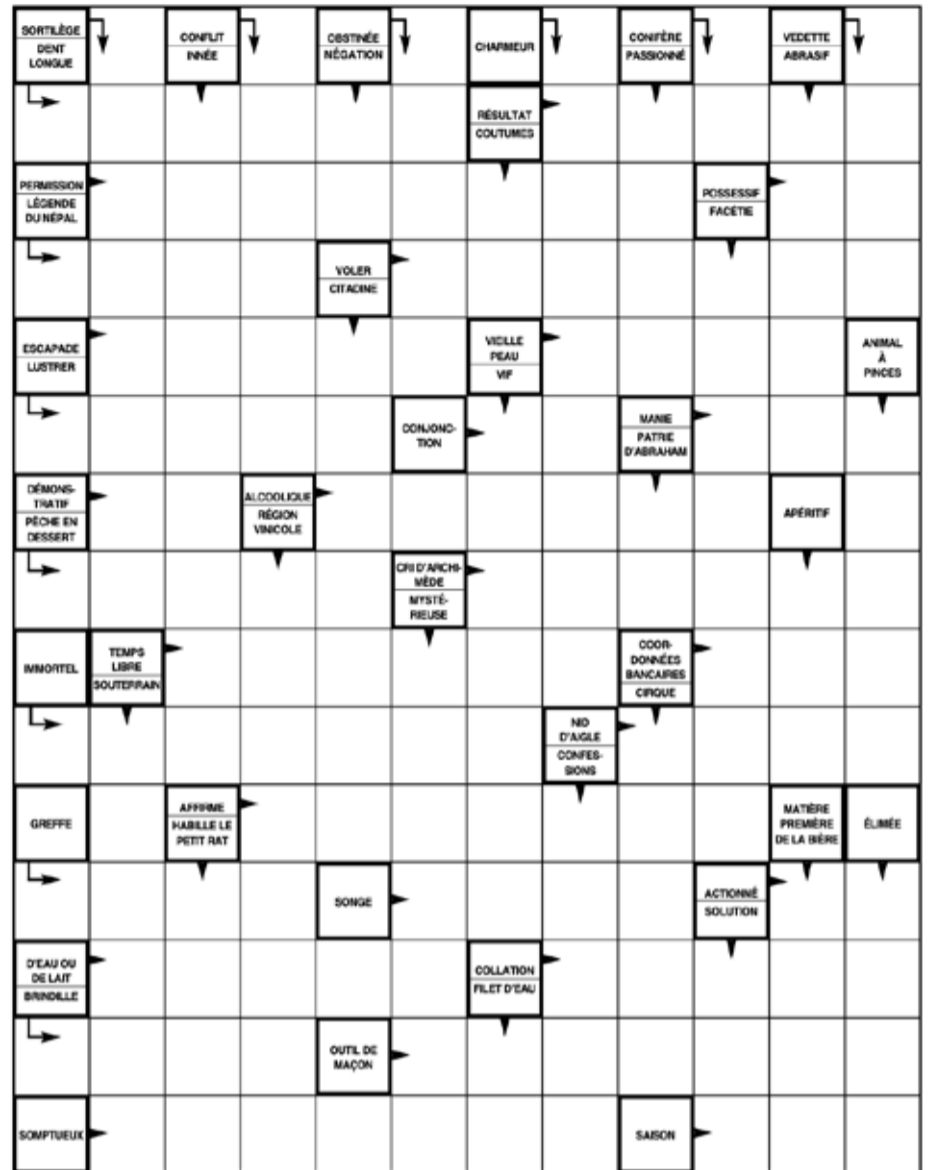
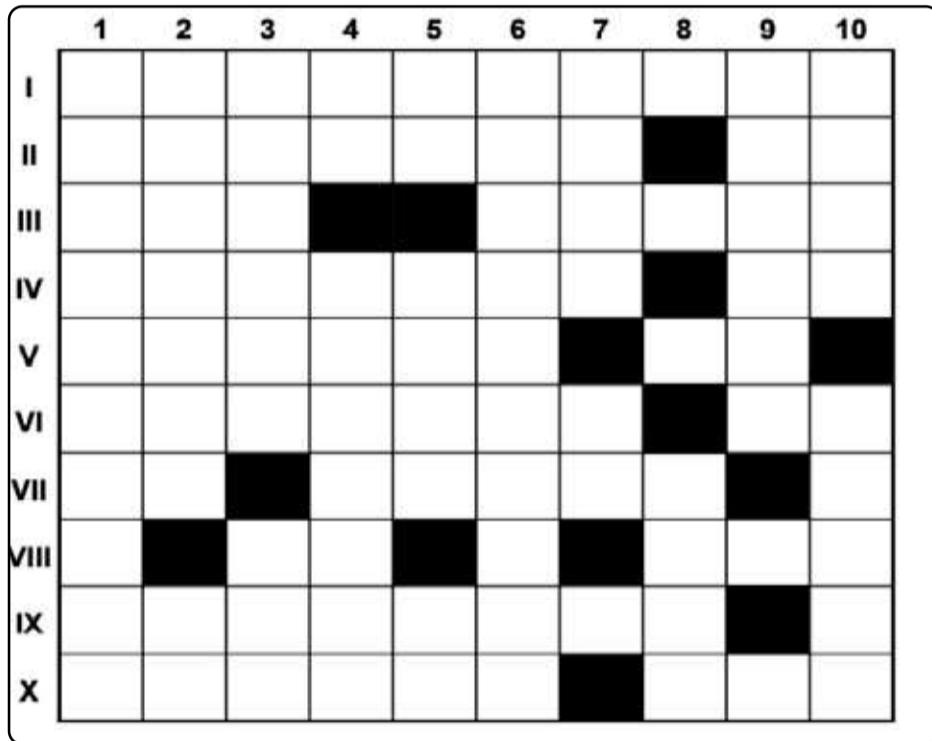
LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Garde-corps. II. Un symbole du compagnon maçon. Morceau de squelette. III. Mastic de garnissage. Prêce de Noël. IV. Une pièce quasi indispensable pour une maison bioclimatique. C'est moi qui parle. V. Publiai. Se jette dans l'Adriatique. VI. Château de poupe. Nanoseconde. VII. L'Equateur en ligne. Affluent de la Seine. VIII. Rapport en maths. Voie publique. IX. Entoure la cité médiévale. X. Abrita une manufacture et une école normale. Aigre.

VERTICALEMENT

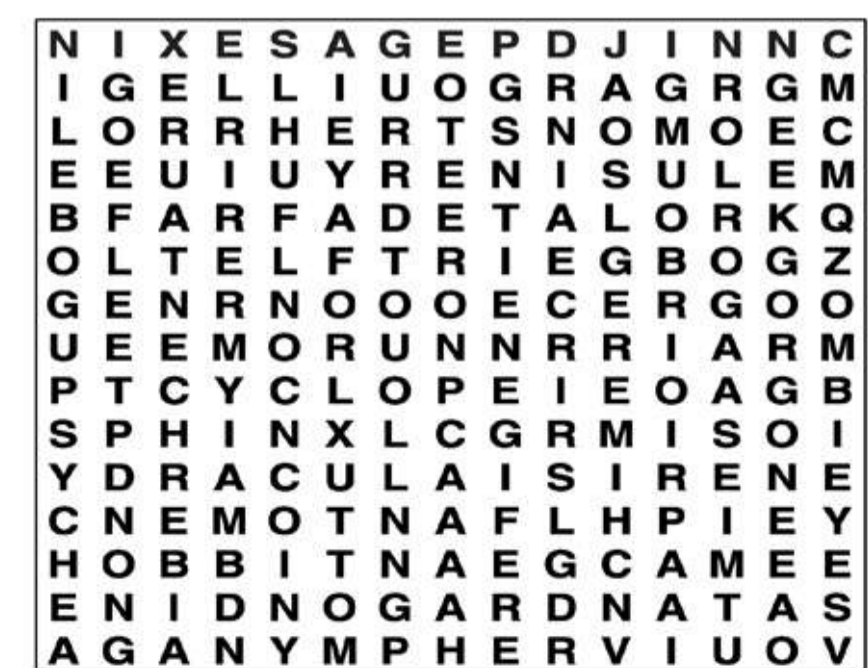
1. Positions dominantes en architecture. 2. Ouvrage d'art et d'eau. Négation. 3. Pupitre. Vieille technique de télécommunication. 4. Europe abrégée. Bâtiment de peintres. 5. Strontium. L'OTAN outreAtlantique. C'est-à-dire que c'est du latin. 6. Héritage du passé. 7. Imagina. Au milieu du menu. 8. Pierre de construction. 9. Domine les fortifications. 10. Villa romaine à Tivoli. Une famille d'architectes allemands.



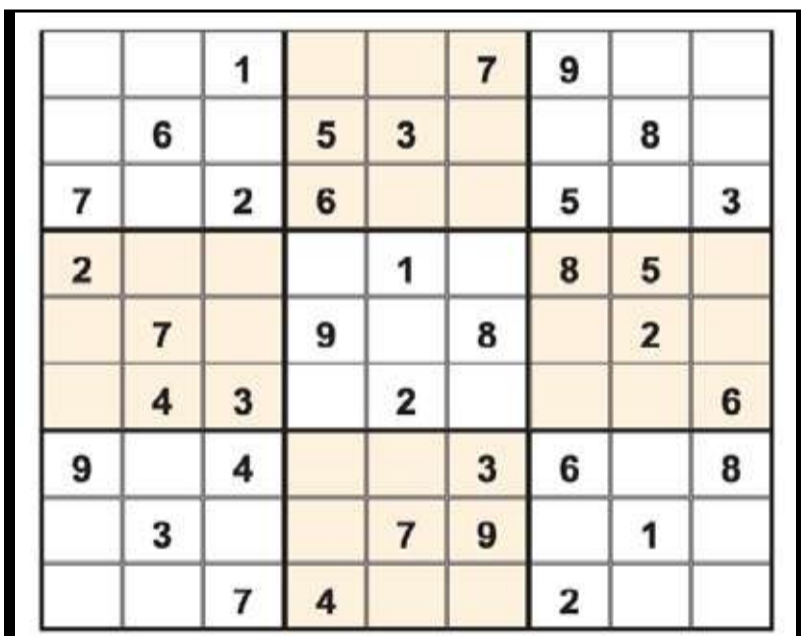
MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : amortisseursx

- CENTAURE
- CERBERE
- CHIMERE
- CYCLOPE
- DJINN
- DRACULA
- DRAGON
- ELFE
- FANTOME
- FARFADET
- GARGANTUA
- GARGOUILLE
- GEANT
- GOBELIN
- GOLEM
- GORGONE
- GOULE
- GRIFFON
- HOBBIT
- HYDRE
- KORRIGAN
- LICORNE
- LOUP
- MELUSINE
- MINOTAURE
- MONSTRE
- NAGA
- NAIN
- NIXE
- NYMPHE
- OGRE
- ONDINE
- PEGASE
- PSYCHE
- SATAN
- SIRENE
- SORCIERE
- SPHINX
- TROLL
- VAMPIRE
- VOUVRE
- YETI
- ZOMBIE



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



Mois du patrimoine

Exposition à Alger sur la «Blousa de Mostaganem»

L'exposition sur «La blousa de Mostaganem», organisée dans le cadre du «Mois du patrimoine» célébré chaque année du 18 avril au 18 mai, se poursuit à Alger, mettant en lumière la richesse et la diversité de cet habit ancestral, considéré parmi les costumes traditionnels féminins les plus représentatifs du patrimoine identitaire et culturel algérien.



Visible jusqu'au 18 mai prochain au Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs (Bastion 23), cette exposition présente d'anciens modèles de la «Blousa de Mostaganem» datant de la fin du XIXe siècle, ainsi que les éléments patrimoniaux qui lui sont associés, telle que la «Tegrîfa», portée sur la tête et caractérisée par ses pièces dorées aux symboliques variées. Les visiteurs peuvent apprécier également, une collection plus récente d'autres modèles de la Blousa de Mostaganem, confectionnées à partir de divers tissus nobles comme le velours, la soie et autres étoffes, richement brodées de motifs et de couleurs harmonieuses, reflétant l'évolution de ce

vêtement traditionnel ainsi que le savoir-faire artisanal, déployé pour sa réalisation, empreint de subtilité et de minutie. La «Blousa de Mostaganem» fait partie intégrante du costume traditionnel authentique de l'Ouest algérien, avec la finesse de ses broderies, la richesse de ses couleurs et la diversité de ses modèles, à l'instar de «Blousa El Zaïm» et «Blousa El Mensoudj» (variété d'étoffe), portées avec la «Frimla» (khabaya), brodée au fil «fetla», une veste qui se met au-dessus de la Blousa, accompagnée de la «Tegrîfa» et de bijoux traditionnels. La «Tegrîfa» se compose de plusieurs éléments, dont la «chachia sultani», la «lawacha», la «ássaba» et le «zrîr» ou «Kheit Errouh» (fil de l'âme). Elle est également ornée du «zaouch» (petit oi-

seau) et des «raâach» (rosaces en fil doré), ainsi que de deux fleurs rouge et jaune, alors que les bijoux, varient entre la «meskia», «krafach boulahiya», «chentouf louiz» et d'autres pièces.

Dans ce contexte, la chercheuse en patrimoine Aïcha Hanefi a indiqué que l'exposition «permet au public de découvrir près de 50 modèles de la Blousa de Mostaganem appartenant à des familles anciennes et à des associations engagées dans la préservation du patrimoine vestimentaire algérien à Mostaganem», ajoutant que «l'un des éléments les plus emblématiques de cette Blousa est la Tegrîfa de Mostaganem portée sur la tête». De son côté, le chercheur en patrimoine Nadir Chellali a affirmé que la «Blousa de Mostaganem» représente «un symbole culturel et civilisationnel algérien authentique», soulignant que l'Algérie œuvre à protéger et à valoriser ce patrimoine en tant que composante de l'identité nationale. Elle est confectionnée, a-t-il ajouté, à partir des «meilleurs tissus, brodée de fils d'or et d'argent, et qu'elle a été modernisée avec certaines adaptations, notamment l'usage du fil élastique à la taille et aux manches».

Toujours dans le même élan de célébration, le centre a également consacré une exposition de photographies et d'affiches présentant d'autres tenues traditionnelles algériennes, masculines et féminines, telles que lekarakou, le caftan, le burnous, la kachabia, la Blousa oranaise, la robe kabyle et les melhfes, avec une mise en avant de l'histoire et des techniques de la broderie algérienne authentique. L'exposition sur la «Blousa de Mostaganem» est organisée par le Centre des arts et de la culture du Palais des Raïs (Bastion 23), en collaboration avec plusieurs associations et acteurs œuvrant à la protection du patrimoine de la wilaya de Mostaganem.

Sidi Bel-Abbes

Mise en valeur de la dimension historique et touristique des manuscrits du «Touat»

La bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed Kabbati» de Sidi Bel-Abbes a abrité, mardi, une conférence scientifique intitulée «Les trésors de manuscrits du Touat entre passé et présent», au cours de laquelle les participants ont souligné la valeur historique et touristique des manuscrits du Touat.

A l'occasion de cette rencontre, organisée dans le cadre du Mois du patrimoine, la directrice de la bibliothèque, Warda Hakimi, a rappelé que les manuscrits constituent un trésor de savoir reflétant l'identité algérienne, insistant sur l'importance des projets de conservation et de numérisation pour protéger ce patrimoine. Le président du Centre des manuscrits d'Adrar, Dr Belbali Abderrahmane, a appelé à transformer ces collections en «produit touristique culturel», à travers la mise en place de catalogues chronologiques facilitant l'accès à l'information pour les chercheurs et les touristes, ainsi que la réhabilitation des copistes locaux et la documentation de leurs parcours.

Il a également souligné l'importance de développer des «musées vivants» exposant les anciens instruments d'écriture (encriers et plumes en cuivre) afin d'offrir aux visiteurs une expérience visuelle complète.

De son côté, Dr Chari Boualem, de l'Université Kasdi Merbah de Ouargla, a mis l'accent sur les aspects techniques de la préservation des manuscrits, proposant la restauration des premières pages avec des matériaux reproduisant l'époque historique, ainsi que la transcription des notices biographiques figurant dans les marges sur des supports décorés afin d'en valoriser l'esthétique.

A noter que cette conférence a été organisée par la bibliothèque principale de lecture publique «Mohamed Kabbati» de Sidi Bel-Abbes, en coordination avec le Centre des manuscrits d'Adrar. Elle a également comporté une exposition de manuscrits et d'outils traditionnels d'écriture, accompagnée d'explications sur la conservation préventive et la numérisation.

2E ÉDITION DES JOURNÉES SYPHAX DU FILM DOCUMENTAIRE

16 films à l'affiche à Ain Témouchent

Seize films participeront à la 2e édition des Journées Syphax du film documentaire, prévues à Ain Témouchent, à partir de jeudi prochain, a indiqué, mardi, le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Abdelali Goudid.

Le même responsable a indiqué que cette manifestation, organisée par l'Association culturelle «Adab wa Fan», dans le cadre des projets culturels soutenus par le ministère de la Culture et des Arts, verra la participation de 16 films documentaires réalisés par des cinéastes algériens, qui concourront pendant trois jours pour remporter le titre de cette édition. Quatre

autres films, réalisés à l'aide de technologies d'intelligence artificielle, seront également projetés.

M. Goudid a ajouté que cette édition constituera une opportunité de formation pour 50 jeunes issus de différentes wilayas, à travers un master class en cinéma, comprenant des ateliers encadrés par le réalisateur Djilali Biskri, ainsi que par des enseignants et techniciens spécialisés dans ce domaine. Il a également évoqué la stratégie du secteur visant à développer l'activité cinématographique dans la wilaya. A ce titre, une étude a été lancée cette année pour un projet de réhabilitation et de réaménagement de la

salle de cinéma située dans la commune d'El Malah, qui deviendra la troisième du genre dans la wilaya, après l'ouverture des salles Soummam et Fellaoucene dans la ville d'Ain Témouchent au cours des deux dernières années. De son côté, le coordinateur des Journées Syphax du film documentaire, le réalisateur Salah Boufalal, a indiqué que cette édition portera le nom de la défunte actrice Aïcha Adjouri, connue artistiquement sous le nom de Kelthoum, en hommage à sa riche carrière cinématographique marquée par sa participation à plus de 70 films, où elle s'est imposée comme une figure majeure du cinéma algérien.

HCA

Atelier de formation en écriture scénaristique télévisuelle en targui à Tam

Le Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA) a annoncé mercredi dans un communiqué, l'organisation à Tamanrasset du 24 au 26 avril d'un atelier de formation spécialisé en écriture du scénario télévisuel en langue amazighe (variante targuie). L'atelier, organisé en partenariat avec l'Entreprise publique de Télévision algérienne (EPTV), est intitulé «Principes généraux de l'écriture du scénario télévisuel en langue amazighe-variante targuie». Il s'inscrit dans le cadre des «efforts visant à soutenir les

jeunes talents et à leur transmettre les principes fondamentaux et les clés de la connaissance en matière d'écriture de scénarios télévisés, afin de renforcer la présence qualitative de la langue amazighe, dans toutes ses variantes linguistiques, au sein de la programmation générale de la télévision publique algérienne, et en particulier sur la chaîne amazighe», précise la même source. Cette formation, destinée aux jeunes intéressés issus du Grand Sud, vise également à «accompagner les participants dans le développement de leurs capacités

créatives et à les encourager à proposer des projets d'œuvres télévisuelles innovantes, contribuant ainsi à la mise en valeur du patrimoine culturel et civilisationnel de la région, et à mettre en valeur sa richesse linguistique et symbolique, à travers des productions de qualité et enrichissant le paysage audiovisuel national», est-il ajouté. La formation sera encadrée par un panel de professionnels du cinéma et de l'écriture scénaristique à l'échelle nationale, offrant ainsi aux participants «l'opportunité de bénéficier d'expertises confirmées et d'expé-

riences créatives de haut niveau dans le domaine audiovisuel». «A travers cette initiative, les deux institutions réaffirment leur engagement en faveur de la promotion de la formation spécialisée, de l'accompagnement des jeunes compétences et de l'élargissement des usages de la langue amazighe dans les différents champs de l'expression médiatique et culturelle conformément aux enjeux nationaux visant à promouvoir la langue amazighe et à encourager la créativité», conclut le communiqué.

Trait d'esprit

“Si la parole était d'argent et le silence d'or, alors le cri du cœur serait un diamant multicolore.”

Jacques Prévert

Décès du journaliste Youssef Zerarka

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses condoléances

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, mardi, ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille de Youssef Zerarka, décédé le même jour à l'âge de 67 ans. « La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses sincères condoléances à la famille de l'ancien journaliste de l'Agence Algérie Presse Service (APS), Youssef Zerarka, décédé des suites d'une longue maladie », lit-on dans le message. « Youssef s'en est allé après une longue et brillante carrière journalistique, durant laquelle il a été directeur du bureau de l'APS à Paris de 1996 à 2001. Il a également collaboré avec plusieurs quotidiens nationaux, dont Le Quotidien d'Oran et Le Jeune Indépendant. Il a aussi travaillé auparavant au service de communication de la Présidence de la République », précise le message. « Le défunt était connu pour ses grandes qualités morales, ses écrits sur le mouvement national et la culture algérienne, ainsi que pour sa défense constante de l'Algérie », poursuit la même source. « En cette pénible épreuve, nous prions Dieu Tout-Puissant de lui accorder Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son Paradis et d'accorder à ses proches patience et réconfort. À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons », conclut le message.

Air Algérie prête pour le Hadj 2026

Air Algérie se dit « pleinement mobilisée » pour assurer le transport des pèlerins algériens vers les Lieux saints à l'occasion du Hadj 1447 H/2026. Les premiers vols décolleront dès le 29 avril, tandis que les retours débiteront le 1er juin, selon un programme précis et coordonné.

La compagnie nationale prendra en charge 88 vols, soit la moitié des 176 rotations prévues pour transporter près de 41 300 fidèles. Les départs s'effectueront depuis 12 aéroports répartis sur l'ensemble du territoire, en partenariat avec Saudia Airlines et Flynas, afin de faciliter l'accès des pèlerins de toutes les régions.

Air Algérie assure avoir finalisé toutes les dispositions logistiques et sécuritaires, en étroite collaboration avec l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO). Un numéro vert (+966 800 850 0585), joignable 24h/24, a été mis en place pour répondre aux questions des pèlerins et de leurs familles.

L'EXPRESS

L'EUROVISION 2026 SOUS PRESSION

Appels massifs au boycott de la participation d'Israël

Les appels au boycott de l'Eurovision 2026 se multiplient en Europe, avec plus de 1 000 artistes et professionnels de la culture ayant signé une lettre ouverte dénonçant la participation d'Israël.



Ces signataires, issus des milieux artistiques, estiment que la présence du pays dans cette compétition internationale intervient dans un contexte de conflit à Gaza et dénoncent une tentative de « blanchiment d'image » malgré les violations dénoncées à l'encontre des Palestiniens. Réalisée dans le cadre de la campagne « No Music for Genocide », cette initiative dénonce ce qu'elle qualifie de double standard de l'Union européenne de radio-télévision (UER).

Les artistes rappellent que la Russie a été suspendue du concours en raison de la guerre en Ukraine, soulignant ainsi une incohérence dans l'application des règles. Ils dénoncent l'utilisation de l'événement culturel comme outil de légitimation politique et remettent en cause la prétendue neutralité du concours. La décision de l'UER d'autoriser la participation d'Israël à l'édition 2026, qui se tiendra à Vienne, a provoqué une vague de critiques et de nouveaux appels au boycott dans plusieurs pays européens. La controverse relance ainsi la question de l'engagement politique dans les événements culturels internationaux, alimentant un débat sur la frontière entre culture et politique. ■

La décision de l'UER d'autoriser la participation d'Israël à l'édition 2026, qui se tiendra à Vienne, a provoqué une vague de critiques et de nouveaux appels au boycott dans plusieurs pays européens. La controverse relance ainsi la question de l'engagement politique dans les événements culturels internationaux, alimentant un débat sur la frontière entre culture et politique. ■

Élan de solidarité avec la femme sahraouie

En marge du 10^e congrès de l'Union nationale de la femme sahraouie, tenu sous le slogan « La femme sahraouie, résilience et sacrifice pour l'indépendance et la liberté », des organisations féminines

étrangères ont réaffirmé leur soutien indéfectible à la cause sahraouie. Les représentantes venues d'Algérie, du Zimbabwe, d'Espagne et d'Afrique du Sud ont salué le

combat des femmes sahraouies, appelant la communauté internationale à garantir leur participation au processus d'autodétermination, conformément au droit international.

L'ALGÉRIE EN FORCE À YAOUNDÉ 20 athlètes pour les Championnats d'Afrique de gymnastique

Vingt athlètes représenteront l'Algérie aux 19^{es} Championnats d'Afrique de gymnastique artistique (messieurs et dames), prévus du 23 au 26 avril à Yaoundé, au Cameroun, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne de gymnastique (FAG). Ce rendez-vous continental revêt une importance particulière pour la sélection algérienne, notamment chez les dames, où tous les regards seront tournés vers la championne olympique Kaylia Nemour, véritable star mondiale de la gymnastique, grâce notamment à ses performances lors des trois dernières étapes de la

Coupe du monde, particulièrement aux barres asymétriques et à la poutre. La championne olympique aura également pour mission de conduire une jeune et prometteuse équipe féminine vers un podium continental, dans l'objectif de décrocher une qualification pour les Championnats du monde 2026. Outre l'Algérie, la compétition réunira 11 autres sélections africaines, à savoir le Cameroun (pays hôte), l'Égypte, l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo, la Namibie, la Tunisie, le Mali, le Zimbabwe, le Togo, le Maroc et le Sénégal. ■

APN : une séance de questions orales consacrée à plusieurs secteurs clés

L'APN reprendra aujourd'hui ses travaux, en séance plénière consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement. Les questions orales concernent les secteurs de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de la

Jeunesse, de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, ainsi que des Travaux publics et des Infrastructures de base, précise, mercredi, un communiqué de l'Assemblée populaire nationale.



Direction Centrale Marketing et de Communication
Réf/ N° 115 /DCMC/2026

Communiqué de presse

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a l'honneur d'informer l'ensemble des maisons d'édition algérienne qu'il a été décidé d'accorder une prolongation d'un (01) mois pour la réception des ouvrages dans le cadre du prestigieux Grand Prix Assia Djebbar du Roman 2026 et ce, jusqu'au 18 mai 2026.

Cette mesure vise à offrir l'opportunité aux éditeurs qui n'ont pas encore pu déposer leurs ouvrages de participer à cette édition et de donner la chance à un plus grand nombre d'auteurs de prendre part à cette compétition culturelle.

La réception des romans en lice aura lieu au niveau du siège de la Direction Générale de l'entreprise, sis au 50, rue Khelifa Boukhalfa, Alger-Centre.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter le site officiel : www.prixassiadjebbar.dz ou la page Facebook : **Grand Prix Assia Djebbar du Roman**.

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité souhaite bonne chance à tous les participants et leur exprime ses vœux de réussite pour cette nouvelle édition du Grand Prix Assia Djebbar du roman.